

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DE PAGES JAUNES LIMITÉE

31 décembre 2021 et 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant	2
États consolidés de la situation financière	6
États consolidés du résultat net	7
États consolidés du résultat global	8
États consolidés des variations des capitaux propres	9-10
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	11
Notes annexes	12-52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée (la « Société »), qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2021 et 2020, et les états consolidés du résultat net, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 31 décembre 2021 et 2020, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2021. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Recouvrabilité des actifs d'impôt différé – Voir les notes 3.19.2, 3.21 et 13 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

La Société comptabilise de l'impôt différé au titre des attributs fiscaux et des différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et des passifs en fonction des taux d'impôt qui sont adoptés pour les exercices au cours desquels les différences sont censées se résorber. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Étant donné l'incertitude relative à l'estimation du bénéfice imposable futur et à la détermination de la probabilité que les actifs d'impôt différé soient réalisés, l'audit de ces estimations a nécessité un degré élevé de subjectivité dans l'application des procédures d'audit et l'évaluation des résultats de ces procédures. Il en a résulté un travail d'audit plus étendu et il a été nécessaire de faire appel à des fiscalistes.

Traitement de la question clé pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées au bénéfice imposable futur et à la probabilité que les actifs d'impôt différé soient réalisés ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué le bénéfice imposable futur en :
 - évaluant la capacité de la Société à estimer avec exactitude le bénéfice imposable futur en comparant les résultats réels avec les estimations passées de la Société;
 - évaluant le caractère raisonnable de l'estimation du bénéfice imposable futur en comparant les principales données d'entrée servant au calcul de l'estimation, comme les produits et la marge bénéficiaire, avec la performance passée, les projections et les tendances;
 - évaluant si l'estimation du bénéfice imposable futur cadrait avec les éléments recueillis pour d'autres aspects de l'audit.

- Avec l'aide de fiscalistes, nous avons évalué la probabilité que les actifs d'impôt différé soient réalisés en :
 - évaluant les différences temporaires existantes pouvant être utilisées dans l'avenir pour évaluer les actifs d'impôt différé dont dispose la Société;
 - évaluant la période durant laquelle la Société prévoit appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirant, et le caractère suffisant du bénéfice imposable;
 - évaluant si le bénéfice imposable des périodes antérieures était de nature appropriée et prévu par les lois fiscales.

Produits et correction de valeur pour ajustements des produits – Voir les notes 3.17, 3.21, 5, 16 et 20 des états financiers

Description de la question clé de l'audit

Les produits de la Société sont composés d'honoraires contractuels constitués d'un important volume de transactions de faible valeur et sont liés aux produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés. Alors que les produits tirés des médias et solutions numériques sont essentiellement comptabilisés à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis après la livraison des annuaires imprimés. De plus, la Société estime une correction de valeur pour ajustements des produits, qui est comptabilisée à titre de réduction des produits et représente une estimation des réclamations attendues des clients. Cette estimation est fondée en partie sur les antécédents de la Société en matière de réclamations.

L'audit des produits et de la correction de valeur pour ajustements des produits a nécessité un effort d'audit important en raison du nombre de transactions, du processus hautement manuel lié à des parties du processus de la comptabilisation des produits et de l'incertitude d'estimation inhérente à la détermination de la correction de valeur. Ceci a exigé un degré élevé de subjectivité en ce qui a trait à la mise en œuvre des procédures d'audit et à l'évaluation des résultats de ces procédures.

Traitement de la question clé pendant l'audit

Nos procédures d'audit liées aux produits et l'estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits ont notamment inclus les aspects suivants :

- Nous avons évalué les produits en :
 - testant l'exactitude arithmétique de la comptabilisation des produits de la Société qui repose sur des processus manuels;
 - évaluant les contrats des clients et l'exécution des services pour une sélection d'opérations génératrices de produits et en évaluant si les contrats avaient été comptabilisés comme il se doit dans les produits, sur la base des conditions de chacun de ceux-ci;
 - analysant les produits comptabilisés en comparant les résultats réels avec les prévisions établies de façon indépendante;
 - examinant les preuves provenant d'une combinaison de sources, si nécessaire, en tenant compte des éléments probants contradictoires et en évaluant si les produits ont été comptabilisés de façon appropriée.
- Nous avons évalué la correction de valeur pour ajustements des produits en :
 - évaluant les méthodes utilisées par la Société pour estimer la correction de valeur pour ajustements des produits en comprenant les processus adoptés pour faire le suivi et la gestion des réclamations et des recouvrements, en testant l'exactitude arithmétique de ce calcul et en testant les données utilisées pour établir cette estimation;
 - évaluant la capacité de la Société à estimer avec exactitude la correction de valeur pour ajustements des produits en comparant les résultats réels aux estimations passées de la Société. Pour une sélection de réclamations des clients, nous avons évalué les réclamations par rapport aux crédits accordés, aux débits comptabilisés au compte des produits, au contrat initial, à la correspondance entre les clients et les représentants des ventes et à d'autres documents justificatifs.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons ni n'exprimerons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur ces autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans ces autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Société pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Gianmarco Lombardi.

(signé) Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.¹

Montréal (Québec)
Le 9 février 2022

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A125494

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2021	31 décembre 2020
ACTIF		
ACTIFS COURANTS		
Trésorerie	123 559 \$	153 492 \$
Créances clients et autres débiteurs (notes 5 et 20)	42 267	62 896
Charges payées d'avance	4 137	4 826
Frais de publication différés	1 945	2 115
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 6)	1 485	1 206
TOTAL DES ACTIFS COURANTS	173 393	224 535
ACTIFS NON COURANTS		
Commissions différées	1 959	1 921
Actifs financiers et autres actifs (note 20)	1 671	4 009
Actifs au titre de droits d'utilisation (note 6)	9 752	11 081
Investissement net dans des contrats de sous-location (note 6)	25 189	25 609
Immobilisations corporelles (note 7)	5 249	6 609
Immobilisations incorporelles (note 8)	58 747	70 700
Impôt différé (note 13)	29 269	21 915
TOTAL DES ACTIFS NON COURANTS	131 836	141 844
TOTAL DE L'ACTIF	305 229 \$	366 379 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
PASSIFS COURANTS		
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (note 9)	34 931 \$	33 522 \$
Impôt sur le résultat à payer	5 305	–
Provisions (note 10)	21 090	22 076
Produits différés (note 5)	1 622	1 496
Tranche courante des obligations liées à des contrats de location (note 6)	2 940	3 011
TOTAL DES PASSIFS COURANTS	65 888	60 105
PASSIFS NON COURANTS		
Provisions (note 10)	1 051	986
Avantages postérieurs à l'emploi (note 11)	75 220	125 009
Obligations liées à des contrats de location (note 6)	46 939	49 863
Débitures échangeables (note 12)	–	101 115
TOTAL DES PASSIFS NON COURANTS	123 210	276 973
TOTAL DU PASSIF	189 098	337 078
CAPITAL ET RÉSERVES	6 498 894	6 555 780
DÉFICIT	(6 382 763)	(6 526 479)
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	116 131	29 301
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES	305 229 \$	366 379 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés du résultat net

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Produits (note 16)	287 646 \$	333 538 \$
Coûts d'exploitation (note 15)	185 646	204 096
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges	102 000	129 442
Amortissements (notes 6, 7 et 8)	19 635	27 664
Frais de restructuration et autres charges (note 10)	5 344	8 131
Bénéfice d'exploitation	77 021	93 647
Charges financières, montant net (note 18)	9 343	14 512
Perte au remboursement anticipé de la dette (note 12)	7 764	–
Perte à la vente d'entreprises (note 4)	–	423
Bénéfice avant impôt sur le résultat	59 914	78 712
(Économie) charge d'impôt sur le résultat (note 13)	(10 721)	18 414
Bénéfice net	70 635 \$	60 298 \$
Bénéfice de base par action	2,68 \$	2,27 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Bénéfice de base par action (note 14)	26 337 343	26 602 728
Bénéfice dilué par action	2,64 \$	2,10 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation – Bénéfice dilué par action (note 14)	26 722 245	32 558 101

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés du résultat global

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Bénéfice net	70 635 \$	60 298 \$
Autres éléments de bénéfice global :		
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net		
Gains actuariels (pertes actuarielles) (note 11)	45 506	(1 931)
Impôt sur le résultat lié aux éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net	(12 014)	512
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)	33 492	(1 419)
Total du bénéfice global	104 127 \$	58 879 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États consolidés des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre

	2021								
	Capital social (note 14)	Actions restreintes	Bons de souscription	Instruments financiers composés	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2020	3 992 754 \$	(19 318) \$	1 456 \$	3 617 \$	120 218 \$	2 457 053 \$	6 555 780 \$	(6 526 479) \$	29 301 \$
Autres éléments de bénéfice global	–	–	–	–	–	–	–	33 492	33 492
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	–	70 635	70 635
Total du bénéfice global	–	–	–	–	–	–	–	104 127	104 127
Remboursement des débetures échangeables (note 12)	–	–	–	(3 617)	–	–	(3 617)	4 946	1 329
Rachat d'actions ordinaires	(54 771)	–	–	–	–	–	(54 771)	49 437	(5 334)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 17)	141	–	–	–	(30)	–	111	–	111
Dividendes versés aux actionnaires (note 14)	–	–	–	–	64	–	64	(14 794)	(14 730)
Actions restreintes réglées	–	630	–	–	(566)	–	64	–	64
Actions restreintes (note 17)	–	–	–	–	297	–	297	–	297
Options sur actions (note 17)	–	–	–	–	623	–	623	–	623
Actions ordinaires pouvant être rachetées (note 14)	–	–	–	–	343	–	343	–	343
Solde au 31 décembre 2021	3 938 124 \$	(18 688) \$	1 456 \$	– \$	120 949 \$	2 457 053 \$	6 498 894 \$	(6 382 763) \$	116 131 \$

	2020									
	Capital social (note 14)	Actions restreintes	Bons de souscription	Instruments financiers composés ¹	Rémunération fondée sur des actions et autres réserves	Réserve au titre de la réduction de capital	Total du capital et réserves	Déficit	Total des capitaux propres	
Solde au 31 décembre 2019	4 031 685 \$	(21 421) \$	1 456 \$	3 619 \$	123 410 \$	2 457 053 \$	6 595 802 \$	(6 612 462) \$	(16 660) \$	
Autres éléments de perte globale	–	–	–	–	–	–	–	(1 419)	(1 419)	
Bénéfice net	–	–	–	–	–	–	–	60 298	60 298	
Total du bénéfice global	–	–	–	–	–	–	–	58 879	58 879	
Rachat de débentures échangeables (note 12)	–	–	–	(2)	–	–	(2)	–	(2)	
Rachat d'actions ordinaires	(39 231)	–	–	–	–	–	(39 231)	35 954	(3 277)	
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions (note 17)	300	–	–	–	(77)	–	223	–	223	
Dividendes versés aux actionnaires (note 14)	–	–	–	–	42	–	42	(8 850)	(8 808)	
Actions restreintes réglées	–	2 103	–	–	(2 103)	–	–	–	–	
Actions restreintes (note 17)	–	–	–	–	(642)	–	(642)	–	(642)	
Options sur actions (note 17)	–	–	–	–	567	–	567	–	567	
Actions ordinaires pouvant être rachetées (note 14)	–	–	–	–	(979)	–	(979)	–	(979)	
Solde au 31 décembre 2020	3 992 754 \$	(19 318) \$	1 456 \$	3 617 \$	120 218 \$	2 457 053 \$	6 555 780 \$	(6 526 479) \$	29 301 \$	

¹ La composante capitaux propres des débentures échangeables est présentée ci-dessus déduction faite de l'impôt sur le résultat de 1,3 M\$.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableaux consolidés des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net	70 635 \$	60 298 \$
Éléments d'ajustement		
Charge (recouvrement) au titre de la rémunération fondée sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	920	(75)
Amortissements	19 635	27 664
Frais de restructuration et autres charges	5 344	8 131
Charges financières, montant net	9 343	14 512
Perte au remboursement anticipé de la dette (note 12)	7 764	–
Perte à la vente d'entreprises (note 4)	–	423
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(10 721)	18 414
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	21 743	21 535
Excédent de capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sur les coûts	(7 523)	(3 364)
Frais de restructuration et autres charges payés (note 10)	(5 987)	(10 038)
Intérêts versés	(6 574)	(10 762)
Impôt sur le résultat reçu, montant net	–	260
	104 579	126 998
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(4 957)	(5 328)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(117)	(245)
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location, déduction faite des commissions	593	1 002
Produit à la vente d'entreprises (note 4)	–	1 564
	(4 481)	(3 007)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement des débetures échangeables (note 12)	(107 033)	(56)
Rachat d'actions ordinaires (note 14)	(5 334)	(3 277)
Émission d'actions ordinaires (note 14)	111	223
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location (note 6)	(3 045)	(2 989)
Dividendes versés (note 14)	(14 730)	(8 808)
	(130 031)	(14 907)
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	(29 933)	109 084
TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	153 492	44 408
TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	123 559 \$	153 492 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1. Description

Pages Jaunes Limitée, par l'intermédiaire de ses filiales, offre aux entreprises locales et nationales des solutions de marketing et de médias numériques et imprimés permettant de joindre les consommateurs dans toutes les provinces et territoires du Canada. Les références à Pages Jaunes Limitée (ou la « Société ») dans ce document ont trait à la situation financière, à la performance financière, aux flux de trésorerie et aux informations fournies sur Pages Jaunes Limitée et ses filiales sur une base consolidée.

Le siège social de Pages Jaunes Limitée est situé au 1751, rue Richardson, Montréal (Québec) Canada H3K 1G6, et les actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole « Y ».

Le conseil d'administration (le « conseil ») a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020 le 9 février 2022 et a autorisé leur publication le 10 février 2022.

2. Mode de présentation et principales méthodes comptables

2.1 Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées qui ne sont pas encore entrées en vigueur pour les états financiers consolidés

Modifications d'IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels

Le 14 mai 2020, l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») a publié des modifications d'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, qui précisent les coûts qu'une société devrait inclure dans les coûts d'exécution d'un contrat lorsqu'elle détermine si ce contrat est déficitaire. Les modifications d'IAS 37 clarifient que pour déterminer si un contrat est déficitaire, le coût d'exécution d'un contrat doit comprendre à la fois les coûts marginaux liés à l'exécution du contrat et une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat. Les modifications sont en vigueur pour les contrats dans le cadre desquels une entité n'a pas encore rempli toutes ses obligations à compter du 1^{er} janvier 2022. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

Modifications d'IAS 8, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs

Le 12 février 2021, l'IASB a publié des modifications d'IAS 8. Les modifications comprennent l'ajout d'une définition des estimations comptables ainsi que d'autres modifications d'IAS 8 afin d'aider les entités à faire la distinction entre les changements dans les méthodes comptables et les changements dans les estimations comptables. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 ainsi qu'aux changements de méthodes comptables et aux changements d'estimations comptables qui surviennent à partir de cette période. L'application anticipée est permise. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

Modifications d'IFRS 3, Regroupements d'entreprises

Les modifications apportées au guide de mise en œuvre d'IFRS 3 clarifient la définition d'une entreprise afin d'aider les entités à déterminer si une transaction doit être comptabilisée comme un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2022. Ces modifications pourraient avoir une incidence sur la comptabilisation des regroupements d'entreprises futurs, le cas échéant.

Modifications d'IAS 1, Présentation des états financiers

Les modifications d'IAS 1 établissent une approche plus générale à l'égard du classement des passifs, fondée sur l'analyse des contrats existants à la date de clôture. Les modifications clarifient que le classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants doit être fonction des droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière et harmonisent le libellé de tous les paragraphes concernés pour utiliser le terme « droit » de différer le règlement du passif pour au moins douze mois et indiquer explicitement que seuls les droits qui existent à la fin de la période de présentation de l'information financière influent sur le classement d'un passif. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023 et doivent être appliquées de façon rétrospective. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

Modifications d'IAS 12, Impôts sur le résultat

Le 7 mai 2021, l'IASB a publié *Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique*. Les modifications clarifient le traitement comptable de l'impôt différé dans le cas de transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, sont à l'origine de différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2023. L'adoption anticipée est autorisée. La Société évalue l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers.

3. Mode de présentation et principales méthodes comptables

3.1 Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales ont été préparés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »). Les présents états financiers ont été préparés conformément aux principales méthodes comptables ci-dessous qui ont été appliquées avec cohérence à toutes les périodes présentées pour l'ensemble des entités consolidées.

3.2 Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf en ce qui concerne la réévaluation de certains actifs et passifs financiers (y compris les instruments financiers dérivés) à la juste valeur, comme il est expliqué dans les méthodes présentées ci-dessous.

3.3 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Le dollar canadien est la monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation des états financiers consolidés de Pages Jaunes Limitée.

3.4 Méthode de consolidation

3.4.1 Filiales

Les filiales contrôlées directement par Pages Jaunes Limitée ou indirectement par l'entremise d'autres filiales consolidées sont entièrement consolidées. Les filiales sont toutes des entités sur lesquelles Pages Jaunes Limitée exerce son contrôle.

Les filiales sont entièrement consolidées à partir de la date d'entrée en vigueur de l'acquisition jusqu'à la date d'entrée en vigueur de la cession. Les actifs et les passifs intersociétés et les transactions entre les sociétés entièrement consolidées sont éliminés. Les profits et les pertes sur les opérations à l'interne avec des sociétés contrôlées sont entièrement éliminés. Les méthodes comptables sont modifiées au besoin pour assurer l'uniformité du traitement comptable au niveau de Pages Jaunes Limitée.

3.4.2 Regroupements d'entreprises

Les acquisitions de filiales et d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût de l'acquisition représente le total de la juste valeur, à la date de l'échange, des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis ou des passifs contractés ou repris par Pages Jaunes Limitée en échange du contrôle de l'entité acquise. Les coûts de transaction liés aux acquisitions d'entreprises sont comptabilisés dans l'état du résultat net à mesure qu'ils sont engagés.

3.5 Trésorerie

3.5.1 Trésorerie

La trésorerie comprend les dépôts de fonds et, de temps à autre, des placements très liquides dont l'échéance initiale est de trois mois ou moins.

3.6 Instruments financiers

Les actifs financiers et les passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière de la Société lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'actifs financiers et de passifs financiers (autres que des actifs financiers et des passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net) sont ajoutés à la juste valeur des actifs financiers ou des passifs financiers ou en sont déduits, selon le cas, au moment de la comptabilisation initiale. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition d'actifs financiers ou de passifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont immédiatement comptabilisés en résultat net.

3.6.1 Actifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les actifs financiers sont classés dans les catégories précises suivantes : coût amorti, juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les placements en titres de capitaux propres (« JVAERG – Placements en titres de capitaux propres ») et juste valeur par le biais du résultat net.

Ce classement des actifs financiers au moment de la comptabilisation initiale dépend des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier et du modèle économique de la Société pour la gestion de ces derniers.

Le modèle économique de la Société pour la gestion des actifs financiers représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. Le modèle économique détermine si les flux de trésorerie découleront de la perception des flux de trésorerie contractuels, de la vente des actifs financiers ou des deux.

Évaluation ultérieure

Actifs financiers au coût amorti

La Société évalue les actifs financiers au coût amorti si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la détention de l'actif financier s'inscrit dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- les conditions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Les actifs financiers au coût amorti sont par la suite évalués au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et sont assujettis à la dépréciation. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé, modifié ou déprécié.

Les actifs financiers de la Société au coût amorti comprennent les créances clients et autres débiteurs, l'investissement net dans des contrats de sous-location et la trésorerie.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global pour les placements en titres de capitaux propres (« JVAERG – Placements en titres de capitaux propres »)

Lors de la comptabilisation initiale, la Société peut choisir de classer de façon irrévocable ses placements en titres de capitaux propres comme des instruments de capitaux propres désignés à la JVAERG lorsqu'ils répondent à la définition de capitaux propres donnée dans IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, et qu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Le classement est déterminé instrument par instrument.

Les profits et les pertes sur ces actifs financiers ne sont jamais reclassés en résultat net. Les dividendes sont comptabilisés en tant qu'autres produits dans l'état du résultat net lorsque le droit de recevoir le paiement a été établi, sauf si la Société tire des avantages de ce produit en tant que recouvrement d'une partie du coût de l'actif financier. Dans ce cas, les profits sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net

Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés au moment de la comptabilisation initiale à la juste valeur par le biais du résultat net et les actifs financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur. Les actifs financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction s'ils ont été acquis principalement en vue d'être vendus ou rachetés dans un proche avenir. Les dérivés, y compris les dérivés incorporés distincts, sont aussi classés comme détenus à des fins de transaction, à moins qu'ils ne soient désignés comme des instruments de couverture efficaces. Les actifs financiers dont les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement à des remboursements de capital et à des versements d'intérêts sont classés et évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, quel que soit le modèle économique. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net sont présentés dans l'état de la situation financière à la juste valeur et les variations nettes de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état du résultat net.

La Société détient un prêt lié à un contrat à terme de gré à gré dans cette catégorie. Le prêt est inclus dans les autres débiteurs.

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat hybride comprenant également un contrat hôte non dérivé, qui a pour effet de faire varier certains des flux de trésorerie de l'instrument composé d'une manière similaire à un dérivé autonome. Un dérivé incorporé dans un contrat hybride, avec un contrat hôte qui est un passif financier ou un contrat hôte non financier, est séparé du contrat hôte et comptabilisé en tant que dérivé distinct s'il est séparé du contrat hôte, lorsque certaines conditions sont remplies et qu'il est comptabilisé en tant que dérivé distinct. Les dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées en résultat net.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise un actif financier si les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif expirent ou si elle transfère à une autre partie l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de cet actif.

Il n'y a aucun reclassement à la décomptabilisation de placements en titres de capitaux propres à la JVAERG.

Dépréciation d'actifs financiers

En ce qui concerne la dépréciation des actifs financiers, IFRS 9 exige de suivre le modèle des pertes de crédit attendues. Le modèle des pertes de crédit attendues exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale des actifs financiers. Dans le cas des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société a appliqué l'approche simplifiée permise en vertu d'IFRS 9, qui exige que les pertes de crédit attendues pour la durée de vie soient comptabilisées au moment de la comptabilisation initiale. Bien que la trésorerie, les autres débiteurs et l'investissement net dans des contrats de sous-location soient aussi assujettis aux exigences relatives à la dépréciation en vertu d'IFRS 9, les pertes de crédit attendues identifiées étaient négligeables. Les pertes de crédit attendues pour la durée de vie liées aux créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client.

La Société évalue si les actifs financiers sont dépréciés à chaque date de clôture. La Société considérera qu'un actif financier fait l'objet d'une défaillance lorsqu'il est improbable que la partie redevable s'acquitte de ses obligations envers la Société dans son ensemble et que la Société ne peut exercer aucun recours pour réaliser la garantie (le cas échéant). La Société a choisi de considérer qu'une défaillance ne survient pas lorsque l'actif financier est en souffrance plus de 90 jours, car la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère de défaillance tardif convient davantage et que le risque de défaillance n'est pas nécessairement accru. Lorsqu'elle évalue si une partie redevable manque à ses obligations, la Société tiendra compte d'indicateurs qualitatifs (p. ex. non-respect des conditions) et quantitatifs (p. ex. état « en retard ») et de données obtenues à l'interne et de sources externes. Les données d'entrée utilisées pour évaluer si un actif financier fait l'objet d'une défaillance, de même que leur importance, peuvent varier au fil du temps en fonction des circonstances. Les mêmes facteurs sont considérés pour déterminer s'il faut radier des créances clients les montants imputés à la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients. L'évaluation de la probabilité de défaillance et des pertes en cas de défaillance repose sur les données historiques ajustées en fonction des circonstances actuelles du client. Aucune créance client n'est radiée directement à même la charge pour créances douteuses.

3.6.2 Passifs financiers

Comptabilisation et évaluation initiales

Les passifs financiers sont classés, lors de la comptabilisation initiale, comme passifs financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, emprunts, créditeurs ou comme dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture dans une couverture efficace, selon le cas. Tous les passifs financiers sont initialement comptabilisés à la juste valeur et, dans le cas des emprunts et des créditeurs, à la juste valeur moins les coûts de transaction.

Les passifs financiers de la Société comprennent les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les obligations liées à des contrats de location.

Pages Jaunes Limitée comptabilise initialement tous les passifs financiers, et en particulier les débentures échangeables et les dettes fournisseurs et autres créditeurs à la juste valeur moins les coûts de transaction, et ultérieurement au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif.

Évaluation ultérieure

L'évaluation des passifs financiers dépend de leur classement, tel qu'il est décrit ci-dessous :

Emprunts

Après la comptabilisation initiale, les emprunts portant intérêt sont ultérieurement évalués au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les profits et les pertes sont comptabilisés en résultat net lorsque les passifs sont décomptabilisés, ainsi que tout au long du processus d'amortissement au taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte de tout escompte ou prime découlant de l'acquisition et des frais ou coûts qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif. L'amortissement au taux d'intérêt effectif est inclus dans les charges financières dans l'état du résultat net. Cette catégorie s'applique aux débentures échangeables.

Décomptabilisation

La Société décomptabilise les passifs financiers si et seulement si les obligations de la Société sont exécutées, sont annulées ou ont expiré. La différence entre la valeur comptable du passif financier décomptabilisé et la contrepartie payée et exigible est comptabilisée en résultat net.

3.7 Frais de publication différés

Les frais de publication différés sont comptabilisés au titre des frais de publication directs et marginaux engagés au cours de la vente, de la fabrication et de la distribution d'annuaires téléphoniques imprimés, de même qu'au cours de la vente, de la prestation et de l'exécution de nos produits et services numériques. L'immobilisation incorporelle correspond aux coûts qui seront recouverts au cours de périodes futures lorsque les produits liés aux annuaires et les produits tirés des produits et services numériques seront comptabilisés. Une immobilisation est inscrite à l'actif lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Pages Jaunes Limitée exerce le contrôle sur le contrat pour lequel les coûts ont été engagés;
- Le contrôle découle d'événements passés;
- On s'attend à ce que des avantages économiques futurs reviennent à Pages Jaunes Limitée;
- L'immobilisation est identifiable et constitue un élément non monétaire et sans substance physique.

Les frais de publication différés sont initialement évalués au coût et comptabilisés dans les coûts d'exploitation à la livraison de la publication ou à l'exécution des produits et services numériques.

3.8 Commissions différées

Les commissions différées versées représentent les coûts pour l'obtention de nouveaux contrats de vente. Ces coûts sont amortis de manière linéaire sur une période de deux ans, soit la période prévue de réalisation des avantages. La Société comptabilise à titre de charges les commissions versées pour le renouvellement de contrats dont les produits sont comptabilisés sur une période maximale de un an.

3.9 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les divers composants des immobilisations corporelles sont amortis séparément en fonction de leur durée d'utilité estimée et, par conséquent, leur durée d'amortissement est significativement différente. Le coût d'un actif comprend les dépenses directement attribuables à son acquisition.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre de composant distinct, au besoin, s'il est probable que des avantages économiques futurs reviendront à Pages Jaunes Limitée et que le coût de l'actif peut être évalué de façon fiable. Tous les autres coûts d'entretien et de réparation sont passés en charges durant l'exercice au cours duquel ils sont engagés. L'amortissement est calculé selon le mode linéaire en fonction des coûts inscrits à l'actif, déduction faite de toute valeur résiduelle sur une période correspondant à la durée d'utilité de chaque actif.

Au 31 décembre 2021, les durées d'utilité prévues sont les suivantes :

Matériel de bureau	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Améliorations locatives	Durée la plus courte entre la durée du contrat de location ou la durée d'utilité

La valeur résiduelle, le mode d'amortissement et la durée d'utilité d'un actif sont révisés au moins une fois au cours de l'exercice. Les immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation lorsqu'il y a indication de dépréciation. Lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, une perte de valeur est comptabilisée. Lorsque l'actif pris individuellement ne génère pas d'entrées de fonds indépendantes, Pages Jaunes Limitée détermine la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou du groupe d'unités génératrices de trésorerie auquel l'actif appartient.

3.10 Contrats de location

À la date de passation d'un contrat, la Société apprécie si celui-ci est ou contient un contrat de location. Un contrat est ou contient un contrat de location s'il confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Pour déterminer si un contrat de location confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif déterminé, la Société apprécie si :

- le contrat implique l'utilisation d'un actif déterminé;
- la Société a le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation de l'actif tout au long de la durée d'utilisation;
- la Société a le droit de décider de l'utilisation de l'actif.

À la passation, la Société répartit la contrepartie prévue au contrat entre toutes les composantes locatives sur la base de leur prix distinct relatif.

3.10.1 En tant que preneur

La Société comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation liée à un contrat de location à la date de début. L'actif au titre du droit d'utilisation est initialement évalué au coût, lequel comprend le montant initial de l'obligation liée à un contrat de location, ajusté des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date, plus tous les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'actif sous-jacent ou à la remise en état de l'actif sous-jacent ou la restauration du lieu, déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus.

L'actif au titre du droit d'utilisation est par la suite amorti selon le mode linéaire sur la période allant de la date de début jusqu'au terme de la durée d'utilité de cet actif, ou jusqu'au terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Les durées d'utilité estimées des actifs au titre de droits d'utilisation sont déterminées sur la même base que celles des immobilisations corporelles. De plus, l'actif au titre du droit d'utilisation est diminué périodiquement des pertes de valeur, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation liée à un contrat de location. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont soumis à des tests de dépréciation conformément à IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, et les pertes de valeur sont comptabilisées dans les frais de restructuration et autres charges dans les états consolidés du résultat net.

L'obligation liée à un contrat de location est initialement évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers qui ne sont pas payés à la date de début, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location ou, s'il est impossible de déterminer facilement ce taux, selon le taux d'emprunt marginal de la Société. La Société utilise habituellement son taux d'emprunt marginal comme taux d'actualisation.

L'obligation liée à un contrat de location est par la suite évaluée au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif et ajustée en fonction des intérêts courus et des paiements de loyers s'il y a un changement dans les paiements de loyers futurs en raison d'une variation de l'indice ou du taux. Elle est réévaluée s'il y a un changement dans la somme estimée que la Société s'attend à devoir payer au titre d'une garantie de valeur résiduelle, un changement aux conditions de location, comme des modifications à la superficie visée par le contrat de location, ou si la Société change son évaluation à savoir si elle exercera une option d'achat, de prolongation ou de résiliation.

Lorsque l'obligation liée à un contrat de location est réévaluée de cette manière, un ajustement correspondant est apporté à la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation ou est comptabilisé en résultat net si la valeur comptable de l'actif au titre du droit d'utilisation a été réduite à zéro.

La Société a choisi de comptabiliser une charge locative de manière linéaire pour les contrats de location à court terme, soit ceux d'une durée de 12 mois ou moins, et pour les contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Ces charges sont présentées au poste Coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net. Les montants liés à ces contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur sont négligeables.

3.10.2 En tant que bailleur

Lorsque la Société agit à titre de bailleur, elle détermine à la date de début si chaque contrat de location est un contrat de location simple ou un contrat de location-financement.

Pour classer les contrats de location, la Société évalue si, globalement, le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent. Si c'est le cas, le contrat de location est un contrat de location-financement; si ce n'est pas le cas, il s'agit d'un contrat de location simple. Dans le cadre de cette évaluation, la Société prend en considération certains indicateurs, comme celui de savoir si la durée du contrat de location couvre la majeure partie de la durée de vie économique de l'actif.

La Société a évalué et classé ses contrats de sous-location en tant que contrats de location-financement et a par conséquent décomptabilisé les actifs au titre de droits d'utilisation liés aux contrats de location principaux respectifs faisant l'objet d'une sous-location, comptabilisé des créances locatives équivalentes à l'investissement net dans les contrats de sous-location, conservé les obligations liées aux contrats de location comptabilisées précédemment en sa qualité de preneur, comptabilisé les charges d'intérêts connexes par la suite et comptabilisé les produits d'intérêts sur la créance au titre de la sous-location en sa qualité de bailleur du contrat de location-financement.

3.11 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont identifiées et constatées séparément du goodwill lorsqu'elles découlent de droits légaux ou contractuels ou qu'elles peuvent être séparées de l'entreprise acquise et vendues, transférées, assorties d'un contrat de licence ou échangées. Le coût de ces immobilisations incorporelles est réputé correspondre à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les immobilisations incorporelles qui n'ont pas été acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne, constituées de logiciels utilisés par la Société, sont constatées dans la mesure où les critères d'IAS 38, *Immobilisations incorporelles*, sont respectés. Les frais de développement des immobilisations incorporelles développées à l'interne sont inscrits à l'actif au coût uniquement si Pages Jaunes Limitée peut démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- l'intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- la disponibilité des ressources techniques, financières et d'autre nature adéquates en vue de mener à bien le développement de l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre;
- la capacité de mesurer de façon fiable la dépense relative à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Le montant initial comptabilisé au titre d'une immobilisation incorporelle développée à l'interne est égal à la somme des dépenses engagées à partir de la date à laquelle cette immobilisation incorporelle a satisfait pour la première fois aux critères de comptabilisation énumérés ci-dessus. Lorsqu'aucune immobilisation incorporelle développée à l'interne ne peut être comptabilisée, les dépenses de développement sont passées en charges dans l'état du résultat net au cours de la période où elles sont engagées.

Les immobilisations incorporelles développées à l'interne comprennent les coûts se rapportant aux logiciels et aux licences d'utilisation de logiciels employés dans le développement des systèmes de Pages Jaunes Limitée, ainsi que toutes les charges salariales et tous les frais de consultation directement attribuables. Ces éléments ne sont pas amortis tant que les immobilisations ne peuvent être utilisées.

Après leur comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles doivent être comptabilisées à leur coût diminué de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles sont amorties comme suit :

Ententes de non-concurrence	Mode linéaire sur la plus courte des deux périodes suivantes : 7 ans ou la durée de vie de l'entente
Immobilisations incorporelles liées à la clientèle	Mode linéaire sur une période de 3 ans ou moins
Marques de commerce	Mode linéaire sur 10 ans
Noms de domaine	Mode linéaire sur 4 à 12 ans
Logiciels	Mode linéaire sur 3 ans

La durée d'utilité estimée et le mode d'amortissement sont révisés à la fin de chaque période ou exercice et l'incidence de tout changement dans les estimations est comptabilisée de manière prospective.

Une immobilisation incorporelle est décomptabilisée à sa cession, ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Les profits ou les pertes découlant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle (calculés en tant que différences entre le produit net de la cession ou la juste valeur, le cas échéant, et la valeur comptable de l'actif) sont comptabilisés dans l'état du résultat net lorsque l'actif est décomptabilisé.

3.12 Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles

À chaque date de clôture, Pages Jaunes Limitée détermine s'il existe une quelconque indication que les valeurs comptables de ses immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité déterminée se sont dépréciées. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée en vue de déterminer le montant de la perte de valeur, le cas échéant. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement, Pages Jaunes Limitée évalue la valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT auquel l'actif appartient. Une UGT s'entend du plus petit groupe d'actifs identifiables générant des entrées de trésorerie indépendantes de celles générées par d'autres actifs.

Les immobilisations incorporelles qui ont une durée d'utilité indéterminée et celles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, de même que le goodwill, le cas échéant, sont soumis à un test de dépréciation annuellement et chaque fois qu'il y a une indication que l'actif peut s'être déprécié. La plupart des immobilisations incorporelles de la Société ne génèrent pas d'entrées de fonds indépendantes de celles des autres actifs; elles font donc l'objet de tests au sein de leurs UGT respectives.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie et la valeur d'utilité. Dans le cadre de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés par application d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation actuelle du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou à l'UGT) pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées.

Si la valeur recouvrable estimée d'un actif (ou d'une UGT) est inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (ou de l'UGT) est ramenée à sa valeur recouvrable. Une perte de valeur est comptabilisée immédiatement dans l'état du résultat net.

Si la valeur recouvrable d'une UGT ou d'un groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, la perte de valeur est d'abord portée en réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité, le cas échéant, et est par la suite imputée aux autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chacun des actifs compris dans l'unité. La Société ne réduit pas la valeur comptable d'un actif en deçà de sa juste valeur diminuée des coûts de sortie ou de sa valeur d'utilité, selon le plus élevé des deux montants.

3.13 Dettes fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes fournisseurs et autres créditeurs, y compris les charges à payer, sont comptabilisés au moment où Pages Jaunes Limitée est tenue d'effectuer des paiements futurs en raison de l'achat d'actifs ou de services. Les dettes fournisseurs et autres créditeurs sont comptabilisés au coût amorti.

3.14 Provisions

Les provisions sont comptabilisées si Pages Jaunes Limitée a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, s'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision est la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture, compte tenu des risques et des incertitudes liés à l'obligation. Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses qui devraient être nécessaires pour régler l'obligation au moyen d'un taux avant impôts reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'obligation. L'augmentation de la provision due à l'écoulement du temps est comptabilisée en charges financières. Les provisions font l'objet d'une reprise lorsque de nouveaux facteurs externes surgissent, comme des conditions de marché, ou lorsque des facteurs internes indiquent que la valeur recouvrable est supérieure ou inférieure à ce qui était initialement prévu.

3.14.1 Contrats déficitaires

Les obligations actuelles résultant de contrats déficitaires sont comptabilisées et évaluées comme des provisions. Un contrat est considéré comme déficitaire lorsque Pages Jaunes Limitée a un contrat en vertu duquel les coûts inévitables engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques qu'elle s'attend à recevoir du contrat.

3.14.2 Restructuration

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque Pages Jaunes Limitée a un plan formalisé et détaillé de restructuration et qu'elle a créé, chez les personnes concernées, une attente fondée qu'elle mettra en œuvre la restructuration, soit en commençant à exécuter le plan, soit en leur annonçant ses principales caractéristiques. L'évaluation d'une provision pour restructuration tient seulement compte des dépenses directement liées à la restructuration, c'est-à-dire les dépenses qui sont à la fois nécessairement entraînées par la restructuration et non liées aux activités poursuivies par l'entité.

3.15 Avantages du personnel

3.15.1 Régimes à cotisations définies

Un régime à cotisations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu duquel une entité verse des cotisations définies à une entité distincte et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations au titre des cotisations à des régimes à cotisations définies sont comptabilisées à titre de charges au titre des avantages du personnel dans l'état du résultat net lorsqu'elles sont exigibles. Les cotisations payées d'avance sont comptabilisées à titre d'actifs dans la mesure où un remboursement en trésorerie ou une diminution des paiements futurs sont possibles.

3.15.2 Régimes à prestations définies

Un régime à prestations définies désigne un régime d'avantages postérieurs à l'emploi autre qu'un régime à cotisations définies. L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux régimes à prestations définies est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des prestations futures accumulées par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces prestations sont actualisées afin de déterminer leur valeur actuelle. La juste valeur des actifs du régime est déduite de l'obligation. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe au titre du régime, ajusté en fonction d'un écart afin de tenir compte de tout risque de crédit additionnel, et qui sont libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations doivent être versées. Ce calcul est effectué à chaque exercice par un actuaire qualifié au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services.

Pages Jaunes Limitée comptabilise tous les écarts actuariels découlant de ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation, qui comprend les écarts actuariels, l'incidence des variations du plafond de l'actif, le cas échéant, et le rendement des actifs du régime, compte non tenu des intérêts nets sur l'obligation au titre des prestations définies, est reflétée immédiatement dans l'état de la situation financière, et une imputation ou un crédit est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global. La réévaluation comptabilisée dans les autres éléments du résultat global est reflétée immédiatement dans les bénéfices non distribués et ne sera pas classée dans l'état du résultat net. Les coûts des services passés sont comptabilisés dans l'état du résultat net de la période au cours de laquelle une modification au régime est annoncée aux employés. Les intérêts nets, qui sont calculés en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies, sont inclus dans le montant net des charges financières, tandis que les coûts des services sont comptabilisés dans les charges d'exploitation.

3.15.3 Autres avantages à long terme

L'obligation nette de Pages Jaunes Limitée relativement aux avantages à long terme autres qu'au titre de régimes de retraite correspond au montant des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures. Ces avantages sont actualisés afin de déterminer leur valeur actuelle, et la juste valeur des actifs connexes est déduite de ce montant. Le taux d'actualisation correspond au rendement, à la date de clôture, des obligations de sociétés de première qualité dont l'échéance correspond approximativement à la durée du passif connexe. Ce calcul est effectué au moyen de la méthode des unités de crédit projetées. Les écarts actuariels sont comptabilisés à la période au cours de laquelle ils surviennent.

3.15.4 Indemnités de cessation d'emploi

Les indemnités de cessation d'emploi sont comptabilisées en charges lorsque Pages Jaunes Limitée ne peut plus se rétracter de l'offre de ces indemnités, ou, si cela se produit à une date antérieure, lorsqu'il n'y a aucune possibilité réelle de se rétracter d'un plan formalisé et détaillé visant à mettre fin à l'emploi d'un ou de plusieurs membres du personnel avant la date normale de mise à la retraite ou de l'octroi des indemnités de cessation d'emploi suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires. Les indemnités de cessation d'emploi destinées à encourager les départs volontaires sont passées en charges si Pages Jaunes Limitée a fait une offre afin d'encourager ces départs, qu'il est probable que cette offre sera acceptée et que le nombre d'employés qui accepteront l'offre peut être estimé de manière fiable.

3.15.5 Avantages à court terme

Les obligations au titre des avantages à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et passées en charges lorsque les services connexes sont fournis.

Un passif est comptabilisé au titre du montant que l'on prévoit verser si Pages Jaunes Limitée a l'obligation juridique ou implicite de verser ce montant en contrepartie de services passés et que l'obligation peut être estimée de manière fiable.

3.15.6 Paiements fondés sur des actions

Les unités d'actions restreintes (« UAR »), les unités d'actions liées à la performance (« UAP »), les unités d'actions différées (« UAD »), les options sur actions et les droits à l'appréciation d'actions de Pages Jaunes Limitée attribués à des employés et à des administrateurs sont évalués à la juste valeur de ces instruments de capitaux propres à la date d'attribution.

UAR, UAP et UAD, et options sur actions

Les UAR, les UAP, les UAD et les options sur actions attribuées peuvent être réglées en trésorerie ou en capitaux propres au gré de la Société. Si le régime d'UAR et d'UAP est capitalisé, les employés admissibles recevront des actions ordinaires au moment de l'acquisition des droits des instruments. La partie capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en capitaux propres et comptabilisée en conséquence dans les capitaux propres et les coûts d'exploitation sur la période d'acquisition des droits. Dans le cas où ces régimes ne seraient pas capitalisés, Pages Jaunes Limitée versera un montant en trésorerie aux employés et aux administrateurs admissibles au moment de l'acquisition des droits. La juste valeur déterminée à la date d'attribution des instruments réglés en capitaux propres est passée en charges de manière linéaire, sur la période d'acquisition des droits et selon l'estimation de Pages Jaunes Limitée quant au nombre d'UAR, d'UAP et d'UAD dont l'acquisition des droits est prévue. Des UAR, UAP et UAD additionnelles sont émises pour refléter les dividendes déclarés sur les actions ordinaires.

La partie non capitalisée de ces régimes est traitée comme un instrument réglé en trésorerie et comptabilisée en tant que passif. En outre, certaines des options sur actions et UAR de la Société seront réglées en trésorerie selon les conditions contractuelles. Ces options sur actions et UAR sont comptabilisées en tant que passif, lequel est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation.

À chaque période de présentation de l'information financière, Pages Jaunes Limitée révisé son estimation du nombre d'instruments fondés sur des actions dont l'acquisition des droits est prévue. L'incidence de la révision de cette estimation initiale, le cas échéant, est comptabilisée dans l'état du résultat net, et un ajustement correspondant est apporté à la réserve ou au passif correspondant.

Droits à l'appréciation d'actions

Les droits à l'appréciation d'actions sont réglés en trésorerie et comptabilisés en conséquence en tant que passif. En ce qui concerne les droits à l'appréciation d'actions attribués, Pages Jaunes Limitée comptabilise une charge de rémunération à titre de coûts d'exploitation dans les états du résultat net, correspondant à la valeur de marché de l'action ordinaire de la Société à la date d'attribution, comptabilisée sur la durée de la période d'acquisition des droits, et un crédit correspondant est comptabilisé à titre de passif. Le passif est réévalué à la juste valeur à chaque période de présentation de l'information financière, et toute variation est comptabilisée dans les coûts d'exploitation.

3.16 Instruments de capitaux propres émis

Par instrument de capitaux propres, on entend tout contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs. Les instruments de capitaux propres émis par Pages Jaunes Limitée sont comptabilisés au produit reçu, déduction faite des frais d'émission directs.

Les coûts de transaction engagés par Pages Jaunes Limitée dans le cadre de l'émission, de l'acquisition ou de la vente de ses propres instruments de capitaux propres sont portés en déduction des capitaux propres dans la mesure où il s'agit de coûts marginaux directement attribuables à la transaction portant sur les capitaux propres et qui n'auraient pas été générés autrement.

3.17 Produits

Les produits de Pages Jaunes Limitée sont composés d'honoraires contractuels constitués d'un important volume de transactions de faible valeur et sont liés aux produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés. Les produits de la Société sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite d'une correction de valeur pour ajustements des produits et des taxes de vente. Les montants de la contrepartie sont généralement déterminés.

Les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis après la livraison des annuaires imprimés. Les produits tirés des médias imprimés sont généralement facturés sur une base mensuelle tout au long de l'année de publication.

Les produits tirés des médias et solutions numériques provenant des petites annonces et des grandes annonces sont comptabilisés en résultat sur une base mensuelle à partir du moment auquel le service est offert sur la durée du contrat, laquelle est habituellement de 12 mois, puisque le client retire les avantages de l'annonce et en bénéficie simultanément pendant la période d'affichage de l'annonce. Certains produits, comme les honoraires pour la conception de sites Web et de vidéos, sont comptabilisés à un moment précis lorsque la conception des sites Web et des vidéos est terminée, puisque l'obligation de prestation est remplie.

Sauf indication contraire dans la description du produit, les contrats conclus avec des clients sont renouvelés automatiquement pour des périodes subséquentes consécutives pour une durée équivalente à la durée initiale, sauf si le client remet à la Société un avis écrit de non-renouvellement, selon les modalités du contrat.

Le paiement est généralement exigible dès la réception de la facture pour tous les clients. La ventilation des produits par groupe de produits est présentée à la note intitulée « Produits ».

La correction de valeur pour ajustements des produits est comptabilisée à titre de réduction des produits et représente une estimation des réclamations attendues des clients. Cette estimation est fondée en partie sur les antécédents de la Société en matière de réclamations.

3.18 Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à la construction d'actifs qualifiés, lesquels exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés, sont inscrits à ces actifs, jusqu'à ce que l'actif soit pratiquement prêt pour son utilisation prévue. Tous les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Actuellement, la Société n'a inscrit aucun coût d'emprunt à l'actif.

3.19 Imposition

La charge d'impôt sur le résultat représente la somme de l'impôt exigible et différé.

3.19.1 Impôt exigible

Le bénéfice imposable diffère du bénéfice comptabilisé dans l'état consolidé du résultat net, car il exclut des éléments de produits et de charges qui sont imposables ou déductibles au cours des autres exercices de même que des éléments qui ne sont jamais imposables ni déductibles. Le passif d'impôt exigible de Pages Jaunes Limitée est calculé au moyen des taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

3.19.2 Impôt différé

L'impôt différé est déterminé en fonction des différences entre les valeurs comptables des actifs et des passifs dans les états financiers consolidés et la valeur fiscale correspondante utilisée dans le calcul du bénéfice imposable, et il est comptabilisé au moyen de la méthode du report variable. Des passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, et les actifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporaires déductibles pourront être imputées, sera disponible. De tels actifs et passifs ne sont pas comptabilisés si la différence temporaire découle d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale des autres actifs et passifs liés à une transaction (autre qu'un regroupement d'entreprises) qui n'a d'incidence ni sur le bénéfice imposable, ni sur le bénéfice comptable.

Les passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales et des entreprises associées, sauf si Pages Jaunes Limitée est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporaire se résorbera et s'il est probable que la différence temporaire ne se résorbera pas dans un avenir prévisible. Les actifs d'impôt différé découlant des différences temporaires déductibles générées par de telles participations sont comptabilisés seulement s'il est probable que le bénéfice imposable sera suffisant pour permettre d'utiliser les avantages de la différence temporaire et que la différence temporaire se résorbera dans un avenir prévisible.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et elle est réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue dans la période au cours de laquelle le passif sera réglé ou l'actif sera réalisé, en fonction des taux d'impôt (et lois fiscales) qui sont adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'évaluation des passifs et actifs d'impôt différé reflète les conséquences fiscales qui résulteraient de la façon dont Pages Jaunes Limitée s'attend, à la date de clôture, à recouvrer ou régler la valeur comptable de ses actifs et passifs.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si Pages Jaunes Limitée a un droit juridiquement exécutoire de compenser des actifs et des passifs d'impôt et lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et si Pages Jaunes Limitée a l'intention de régler simultanément le montant net de ses actifs et passifs d'impôt.

3.19.3 Impôt exigible et différé pour la période

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans l'état du résultat net à titre de charge ou de produit, sauf s'il concerne des éléments qui sont comptabilisés hors du bénéfice net dans les autres éléments du résultat global ou directement dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt est aussi comptabilisé hors du bénéfice net, ou s'il découle de la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises. Dans le cas d'un regroupement d'entreprises, l'incidence fiscale applicable est prise en compte dans la comptabilisation de ce regroupement.

3.20 Subventions publiques

Une subvention publique est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société se conformera aux conditions y étant attachées et que la subvention sera reçue. Les subventions publiques relatives à une charge sont comptabilisées en résultat net à titre de réduction des coûts liés que les subventions sont censées compenser.

En réponse à l'incidence économique négative de la COVID-19, divers programmes gouvernementaux ont été adoptés afin d'offrir une aide financière aux entreprises. La Société a déterminé qu'elle était admissible à la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) prévue dans le Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 pour certaines périodes. Les contributions reçues ont été comptabilisées à titre de réduction des coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

3.21 Estimations importantes

L'établissement d'états financiers consolidés requiert de la direction qu'elle procède à des estimations et formule des hypothèses qui peuvent avoir une incidence sur la valeur comptable de certains actifs et passifs, produits et charges, ainsi que sur l'information présentée dans les notes annexes. La direction révisé périodiquement ces estimations et hypothèses afin de veiller à leur pertinence à l'égard de l'expérience passée et de la situation économique. Les éléments contenus dans les états financiers à venir pourraient être différents des estimations actuelles en raison de modifications de ces hypothèses. L'incidence des changements d'estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle la modification se produit et dans toutes les périodes ultérieures touchées.

La direction a révisé les estimations et hypothèses qu'elle aurait normalement utilisées pour appliquer les méthodes comptables de la Société touchant la valeur comptable de certains actifs et l'information présentée dans les notes annexes afin de refléter l'incidence estimée de la pandémie de COVID-19. Toute estimation de la durée et de la gravité de la pandémie, y compris le nombre de résurgences des cas de COVID-19 (nouvelles vagues), est assujettie à un degré important d'incertitude et, par conséquent, les estimations de l'étendue et du caractère défavorable de l'incidence que pourrait avoir la pandémie de COVID-19 sur les activités, les résultats financiers et la situation de la Société au cours des périodes futures sont également assujetties à un degré important d'incertitude. L'incidence de ces changements d'estimations comptables est comptabilisée dans la période au cours de laquelle le changement se produit et dans toutes les périodes futures touchées.

Les estimations effectuées par la direction qui sont essentielles à la détermination de la valeur comptable des actifs et des passifs sont abordées ci-après.

Correction de valeur pour ajustements des produits

La Société comptabilise une correction de valeur pour ajustements des produits à titre de réduction des produits. Elle représente une estimation des réclamations attendues des clients. La Société met à jour son estimation de la correction de valeur pour ajustements des produits en fonction des antécédents en matière de réclamations ainsi qu'en fonction de facteurs liés aux clients. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si les réclamations réelles sont plus ou moins élevées que ce qui était prévu précédemment.

Estimation de la durée du contrat de location

Lorsque la Société comptabilise un contrat de location, elle évalue la durée du contrat de location en fonction des conditions du contrat et détermine si le contrat fera l'objet d'une prolongation ou si une option de résiliation anticipée sera exercée. La Société a établi que la durée de ses contrats de location correspond à la période de location initiale, puisqu'elle n'a pas la certitude raisonnable qu'une option de prolongation ou de résiliation anticipée sera exercée. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société prolonge les contrats de location ou exerce une option de résiliation anticipée.

Déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié

La Société détermine si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié, en particulier lorsqu'elle libère des espaces de bureaux et qu'elle doit déterminer la recouvrabilité de l'actif, dans la mesure où la Société peut procéder à la sous-location de l'actif ou résilier le contrat de location et recouvrer ses coûts. La Société examinera les modalités de ses contrats de location ainsi que les conditions du marché local pour estimer le potentiel de recouvrabilité de chacun des locaux libérés visés par un contrat de location. La détermination du taux de recouvrement du coût du contrat de location exige de la direction qu'elle formule d'importantes estimations fondées sur la disponibilité d'espaces de bureaux semblables sur le marché et des conditions du marché local. Ces estimations importantes pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs de Pages Jaunes Limitée si la Société réussit à sous-louer ses locaux libérés à un loyer supérieur ou inférieur ou à des dates différentes à ce qui était prévu initialement.

Évaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients

Relativement à la dépréciation des créances clients (y compris les actifs sur contrat), la Société utilise le modèle des pertes de crédit attendues, qui exige que la Société comptabilise les pertes de crédit attendues et les variations de ces pertes de crédit attendues à chaque date de clôture pour refléter les changements du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de la créance client. Les pertes de crédit attendues pour créances douteuses relatives aux créances clients (aussi appelées correction de valeur pour créances douteuses) sont établies en fonction de divers facteurs, y compris, entre autres, la durée de l'exposition et, dans certains cas, la solvabilité du client. Cette estimation importante pourrait avoir une incidence sur les résultats futurs de la Société en cas d'un nouveau changement important à la conjoncture économique ou à la solvabilité des clients ou à la suite d'une nouvelle information qui pourrait avoir une incidence sur nos hypothèses.

Déterminer le taux d'actualisation pour les contrats de location

IFRS 16 exige que la Société actualise les paiements de loyers selon le taux d'intérêt implicite dans le contrat de location si ce taux est facilement disponible. Si ce taux ne peut être déterminé facilement, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. En règle générale, la Société a utilisé son taux d'emprunt marginal lors de la comptabilisation initiale des contrats de location, étant donné que les taux d'intérêt implicites n'étaient pas facilement accessibles puisque l'information sur la juste valeur des actifs sous-jacents et les coûts directs engagés par le bailleur à l'égard des actifs loués n'était pas disponible auprès du bailleur. Le taux d'emprunt marginal de chaque contrat de location a été déterminé à la date de début et recalculé à la date d'évaluation, le cas échéant.

Durées d'utilité des immobilisations incorporelles et corporelles

À chaque clôture, Pages Jaunes Limitée passe en revue les durées d'utilité estimées de ses immobilisations incorporelles et corporelles. À la clôture de l'exercice considéré, la direction a déterminé que les durées d'utilité de ses immobilisations incorporelles et corporelles étaient adéquates.

Avantages futurs du personnel

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est établie au moyen de la méthode de répartition des prestations au prorata des services selon les taux d'intérêt sur des obligations de sociétés de grande qualité libellées dans la monnaie dans laquelle les prestations seront versées et dont les dates d'échéance se rapprochent de celles du passif au titre des prestations définies qui s'y rattache. L'établissement des coûts (recouvrements) nets des régimes d'avantages nécessite l'utilisation d'hypothèses portant notamment sur le taux d'actualisation servant à évaluer les obligations au titre des prestations définies et le rendement attendu des actifs du régime, l'âge prévu du départ à la retraite des salariés, le taux prévu de la rémunération future et le taux d'évolution attendu des frais médicaux. Les résultats réels peuvent différer de ceux qui sont estimés en fonction de ces hypothèses.

Impôt sur le résultat

L'estimation de l'impôt sur le résultat suppose une évaluation de la recouvrabilité des actifs d'impôt différé basée sur une appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à appliquer les déductions fiscales futures sous-jacentes pour réduire le bénéfice imposable futur avant qu'elles n'expirent. L'appréciation de Pages Jaunes Limitée est fondée sur la législation fiscale existante et des estimations du bénéfice imposable futur. Si l'appréciation de la capacité de Pages Jaunes Limitée à utiliser les déductions fiscales futures sous-jacentes change, Pages Jaunes Limitée devra comptabiliser un montant plus ou moins élevé de déductions fiscales à l'actif, ce qui diminuerait ou augmenterait la charge d'impôt de la période au cours de laquelle l'appréciation a lieu. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture, réévaluée s'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible, ou réduite s'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre le recouvrement de la totalité ou d'une partie de l'actif dans un avenir prévisible.

4. Perte à la vente d'entreprises

Le 6 juillet 2018, la filiale entièrement détenue de la Société, Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a vendu DuProprio/ComFree (« DPCF ») à Purplebricks Group PLC (« PB ») pour une contrepartie en trésorerie de 51,0 M\$ sur une base sans endettement, sous réserve d'un ajustement au titre du fonds de roulement. Une tranche de 1,4 M\$ du solde de 1,8 M\$ qui avait été déposé en mains tierces a été reçue par la Société qui a comptabilisé une perte de 0,4 M\$ liée au montant qu'elle ne s'attend plus à recevoir pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

5. Actifs et passifs sur contrat

Le tableau suivant présente de l'information sur les actifs sur contrat qui sont inclus dans les créances clients et autres débiteurs.

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Actifs sur contrat	25 366 \$	31 210 \$
Correction de valeur pour ajustements des produits et pertes de crédit attendues	(1 884)	(2 892)
Actifs sur contrat, déduction faite de la correction de valeur pour ajustements des produits et pertes de crédit attendues	23 482 \$	28 318 \$

Les actifs sur contrat qui sont inclus dans les créances clients et autres débiteurs comprennent les paiements au titre des produits imprimés liés aux annuaires livrés qui ne sont pas encore exigibles par les clients et qui représentent le droit de la Société à une contrepartie pour les services fournis. Tout montant comptabilisé précédemment à titre d'actif sur contrat est reclassé dans les créances clients une fois qu'il a été facturé au client.

La variation des actifs sur contrat pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 se rapporte essentiellement à la variation des produits tirés des médias imprimés. Les produits liés aux obligations de prestation non remplies (ou à celles qui sont partiellement remplies à la date de clôture) devraient être comptabilisés au cours des douze prochains mois. Les passifs sur contrat sont des produits différés qui se rapportent essentiellement à la contrepartie anticipée reçue des clients pour lesquels les produits sont comptabilisés au fil du temps.

6. Contrats de location

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a sous-loué un espace de bureaux auparavant vacant, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations corporelles liées à cet espace de bureau, qui comprennent essentiellement des améliorations locatives et du matériel de bureau, de même qu'à une augmentation de l'investissement dans des contrats de sous-location. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a libéré certains espaces de bureaux, dont les contrats de location ont fait l'objet de résiliation ou de sous-location ou dont la sous-location était prévue, ce qui a donné lieu à une diminution des actifs au titre de droits d'utilisation et des immobilisations corporelles liées à ces espaces de bureaux, qui comprennent essentiellement des améliorations locatives et du matériel de bureau, de même qu'à une diminution des obligations liées à des contrats de location et à une augmentation de l'investissement dans des contrats de sous-location. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a aussi fait l'acquisition de matériel informatique en vertu de contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une augmentation des actifs au titre de droits d'utilisation, de même qu'à une augmentation des obligations liées à des contrats de location.

L'incidence de ce qui est décrit ci-dessus a donné lieu à ce qui suit :

- Une réduction de 0,2 M\$ des actifs au titre de droits d'utilisation (2020 – 1,7 M\$);
- Une augmentation de 0,1 M\$ des obligations liées à des contrats de location (2020 – diminution de 2,0 M\$);
- Une augmentation de 0,5 M\$ de l'investissement net dans des contrats de sous-location (2020 – 0,1 M\$);
- Une réduction de 0,1 M\$ des immobilisations corporelles (2020 – 3,9 M\$).

À la suite des transactions décrites ci-dessus, la Société a comptabilisé un recouvrement net de 0,2 M\$ (2020 – charge nette de 3,4 M\$) dans les frais de restructuration et autres charges pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

Obligations liées à des contrats de location

Le tableau suivant présente un sommaire de l'évolution des obligations liées à des contrats de location.

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Obligations liées à des contrats de location, solde d'ouverture	52 874 \$	57 885 \$
Acquisitions	60	2 027
Cessions ou résiliations	(10)	(4 049)
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(3 045)	(2 989)
Obligations liées à des contrats de location, solde de clôture	49 879 \$	52 874 \$
Moins la tranche courante	2 940	3 011
Tranche non courante	46 939 \$	49 863 \$

Le tableau suivant présente les échéances des obligations contractuelles liées à des contrats de location sur une base non actualisée pour les cinq prochaines années et par la suite.

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Moins de un an	6 783 \$	7 078 \$
De un an à cinq ans	27 558	27 707
Par la suite	40 916	47 529
Total des obligations liées à un contrat de location non actualisées	75 257 \$	82 314 \$

6.1 En tant que preneur

La Société loue des bureaux, et les contrats ont habituellement une durée de 15 à 18 ans. Certains contrats de location comprennent une option de renouvellement du contrat pour une période additionnelle de cinq ans après la fin de la durée du contrat.

6.1.1 Actifs au titre de droits d'utilisation¹

	2021	2020
Coût		
Solde d'ouverture	68 115 \$	73 509 \$
Acquisitions	315	2 027
Cessions ou résiliations	(1 186)	(6 415)
Perte de valeur	–	(1 006)
Solde de clôture	67 244 \$	68 115 \$
Amortissement cumulé		
Solde d'ouverture	57 034 \$	59 449 \$
Dotations à l'amortissement	1 098	1 255
Cessions ou résiliations	(640)	(3 637)
Perte de valeur	–	(33)
Solde de clôture	57 492 \$	57 034 \$
Valeur comptable nette – solde de clôture	9 752 \$	11 081 \$

¹ Les actifs au titre de droits d'utilisation se composent essentiellement d'espaces de bureaux.

Montants comptabilisés dans les états consolidés du résultat net

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Dotations à l'amortissement pour les actifs au titre de droits d'utilisation	(1 098) \$	(1 255) \$
Perte de valeur des actifs au titre de droits d'utilisation	(22) \$	(973) \$
Charges d'intérêts sur les obligations liées à un contrat de location	(4 009) \$	(4 110) \$
Produits d'intérêts sur investissement dans des contrats de sous-location	1 877 \$	1 885 \$

6.2 En tant que bailleur

La Société sous-loue des bureaux qu'elle louait depuis 2014, 2015 et 2017. La Société a classé ces contrats de sous-location à titre de contrats de location-financement, puisqu'ils couvrent la durée restante des contrats de location principaux respectifs.

6.2.1 Investissement net dans des contrats de sous-location

	2021	2020
Investissement net dans des contrats de sous-location, solde d'ouverture	26 815 \$	26 537 \$
Acquisitions	269	48
Désactualisation de l'investissement net dans des contrats de sous-location	183	1 232
Païement reçu des sous-locataires, déduction faite des commissions	(593)	(1 002)
Investissement net dans des contrats de sous-location, solde de clôture	26 674 \$	26 815 \$
Moins la tranche courante	1 485	1 206
Tranche non courante	25 189 \$	25 609 \$

6.2.2 Analyse des échéances – Flux de trésorerie non actualisés contractuels

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Moins de un an	3 276 \$	2 307 \$
De un an à deux ans	3 335	3 146
De deux à trois ans	3 440	3 157
De trois à quatre ans	3 550	3 196
De quatre à cinq ans	3 630	3 350
Par la suite	21 315	25 406
Total des paiements de loyers à recevoir non actualisés	38 546 \$	40 562 \$
Produits d'intérêts non acquis	11 872	13 747
Investissement net dans des contrats de sous-location	26 674 \$	26 815 \$

7. Immobilisations corporelles

				2021
	Matériel de bureau	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
Coût				
Au 31 décembre 2020	7 344 \$	40 012 \$	10 694 \$	58 050 \$
Acquisitions	1	104	3	108
Cessions, radiations et transferts	(384)	(2 438)	(769)	(3 591)
Au 31 décembre 2021	6 961 \$	37 678 \$	9 928 \$	54 567 \$
Amortissement cumulé				
Au 31 décembre 2020	6 703 \$	39 096 \$	5 642 \$	51 441 \$
Dotation à l'amortissement	110	905	409	1 424
Cessions, radiations et transferts	(371)	(2 438)	(738)	(3 547)
Au 31 décembre 2021	6 442 \$	37 563 \$	5 313 \$	49 318 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	519 \$	115 \$	4 615 \$	5 249 \$
2020				
	Matériel de bureau	Matériel informatique	Améliorations locatives	Total
Coût				
Au 31 décembre 2019	8 355 \$	41 455 \$	15 254 \$	65 064 \$
Acquisitions	–	79	166	245
Cessions, radiations et transferts	(1 011)	(1 522)	(4 726)	(7 259)
Au 31 décembre 2020	7 344 \$	40 012 \$	10 694 \$	58 050 \$
Amortissement cumulé				
Au 31 décembre 2019	7 006 \$	39 262 \$	6 487 \$	52 755 \$
Dotation à l'amortissement	153	1 297	580	2 030
Cessions, radiations et transferts	(456)	(1 463)	(1 425)	(3 344)
Au 31 décembre 2020	6 703 \$	39 096 \$	5 642 \$	51 441 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2020	641 \$	916 \$	5 052 \$	6 609 \$

8. Immobilisations incorporelles

				2021
	Marques de commerce et noms de domaine	Ententes de non- concurrence	Logiciels ¹	Total des immobilisations incorporelles
Coût				
Au 31 décembre 2020	90 611 \$	258 983 \$	263 965 \$	613 559 \$
Acquisitions	–	–	5 225	5 225
Cessions, radiations et transferts	–	–	(9 026)	(9 026)
Au 31 décembre 2021	90 611 \$	258 983 \$	260 164 \$	609 758 \$
Amortissement cumulé				
Au 31 décembre 2020	35 658 \$	258 983 \$	248 218 \$	542 859 \$
Dotations à l'amortissement	7 850	–	9 263	17 113
Cessions, radiations et transferts	–	–	(8 961)	(8 961)
Au 31 décembre 2021	43 508 \$	258 983 \$	248 520 \$	551 011 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2021	47 103 \$	– \$	11 644 \$	58 747 \$
2020				
	Marques de commerce et noms de domaine	Ententes de non- concurrence	Logiciels ¹	Total des immobilisations incorporelles
Coût				
Au 31 décembre 2019	90 611 \$	258 983 \$	258 825 \$	608 419 \$
Acquisitions	–	–	5 328	5 328
Cessions, radiations et transferts	–	–	(188)	(188)
Au 31 décembre 2020	90 611 \$	258 983 \$	263 965 \$	613 559 \$
Amortissement cumulé				
Au 31 décembre 2019	27 807 \$	258 983 \$	231 880 \$	518 670 \$
Dotations à l'amortissement	7 851	–	16 528	24 379
Cessions, radiations et transferts	–	–	(190)	(190)
Au 31 décembre 2020	35 658 \$	258 983 \$	248 218 \$	542 859 \$
Valeur comptable nette au 31 décembre 2020	54 953 \$	– \$	15 747 \$	70 700 \$

¹ La valeur des logiciels en développement s'établissait à 4,3 M\$ (2020 – 3,6 M\$).

Perte de valeur des immobilisations incorporelles

Comme la plupart des immobilisations incorporelles ne génèrent pas de rentrées de fonds qui sont dans une large mesure indépendantes de celles d'autres actifs ou d'un groupe d'actifs, la Société effectue le test de dépréciation de ses immobilisations incorporelles au niveau de l'UGT. À la suite des changements organisationnels apportés tout au long de l'exercice 2018 et au cours du premier trimestre de 2019, les actifs ne sont plus classés que dans un groupe d'UGT. En 2021 et en 2020, la Société a soumis les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée à une évaluation des indices de dépréciation, et aucun autre test de dépréciation n'a été requis.

Pages Jaunes Limitée a cumulé des pertes de valeur sur les immobilisations incorporelles et les immobilisations corporelles de 1 379,6 M\$ et 21,9 M\$, respectivement.

9. Dettes fournisseurs et autres créditeurs

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Fournisseurs	19 127 \$	18 726 \$
Intérêts courus sur les débiteures échangeables	–	723
Charges liées aux salaires	2 586	3 235
Régimes incitatifs à long terme	9 744	6 981
Autres charges à payer	2 838	2 878
Actions ordinaires pouvant être rachetées (note 14)	636	979
	34 931 \$	33 522 \$

10. Provisions

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 5,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, qui comprennent essentiellement des frais de restructuration de 4,6 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, et une charge de 0,9 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux, partiellement contrebalancés par un recouvrement de 0,2 M\$ lié à la sous-location d'espaces de bureaux auparavant vacants.

Pages Jaunes Limitée a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 8,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, qui comprennent des frais de restructuration de 2,6 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 2,1 M\$ relative aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et une charge de 4,6 M\$ liée à la perte de valeur des immobilisations corporelles et des actifs au titre de droits d'utilisation relative à des espaces de bureaux vacants, contrebalancés en partie par un recouvrement de 1,2 M\$ lié à la résiliation d'un contrat de location.

Les provisions pour frais de restructuration et autres charges représentent la valeur actualisée de la meilleure estimation quant à la sortie future d'avantages économiques qui seront nécessaires pour régler les provisions. Ces dernières pourraient varier en raison de nouveaux événements susceptibles d'influer sur les indemnités et les charges qui devront être versées. Les autres provisions se rapportent surtout aux congés rémunérés et aux régimes incitatifs à court terme.

	Provisions pour restructuration ¹	Provisions pour autres charges ¹	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2020	2 307 \$	3 321 \$	17 434 \$	23 062 \$
Charges	3 999	794	13 391	18 184
Paiements	(3 347)	(2 119)	(13 639)	(19 105)
Au 31 décembre 2021	2 959 \$	1 996 \$	17 186 \$	22 141 \$
Moins la tranche courante	2 532	1 372	17 186	21 090
Tranche non courante	427 \$	624 \$	– \$	1 051 \$

¹ Les frais de restructuration et autres charges de 5,3 M\$ dans l'état du résultat net comprennent une charge et un paiement de 0,5 M\$ sans effet sur la provision.

	Provisions pour restructuration ²	Provisions pour autres charges ²	Autres provisions	Total des provisions
Au 31 décembre 2019	7 429 \$	1 642 \$	19 149 \$	28 220 \$
Charges	2 883	3 712	17 320	23 915
Paiements	(8 005)	(2 033)	(19 035)	(29 073)
Au 31 décembre 2020	2 307 \$	3 321 \$	17 434 \$	23 062 \$
Moins la tranche courante	2 018	2 624	17 434	22 076
Tranche non courante	289 \$	697 \$	– \$	986 \$

² Les frais de restructuration et autres charges de 8,1 M\$ dans l'état du résultat net comprennent un recouvrement net de 1,5 M\$ sans effet sur la provision.

11. Avantages postérieurs à l'emploi

Pages Jaunes Limitée dispose de régimes de retraite composés d'un volet à prestations définies et d'un volet à cotisations définies qui couvrent la quasi-totalité de ses employés. Pages Jaunes Limitée maintient des régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation à l'intention de certains dirigeants, en plus de régimes d'avantages complémentaires de retraite et postérieurs à l'emploi (les « avantages complémentaires ») offerts à la quasi-totalité de ses employés.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent habituellement la Société à des risques actuariels, comme le risque d'investissement, le risque de taux d'intérêt, le risque de longévité et le risque lié au salaire.

Risque d'investissement	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en utilisant un taux d'actualisation déterminé par référence au rendement des obligations de sociétés de première qualité; si le rendement réel des actifs des régimes est inférieur à ce taux, un déficit sera généré. Actuellement, les régimes suivent une stratégie de placement relativement équilibrée entre des titres de capitaux propres et des instruments d'emprunt. Étant donné que l'obligation au titre des prestations définies est à long terme par nature, le comité de retraite juge approprié d'investir une part raisonnable des actifs dans des instruments de capitaux propres afin de maximiser le rendement.
Risque de taux d'intérêt	Une diminution du taux d'intérêt sur les obligations accroîtra l'obligation au titre des prestations définies, particulièrement sur une base de solvabilité. Par contre, même si une augmentation du rendement des placements des régimes de retraite à prestations définies atténuera partiellement cette augmentation; l'incidence pourrait être notable, étant donné que le passif des régimes est sensible aux variations des taux d'intérêt.
Risque de longévité	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des estimations des taux de mortalité chez les participants aux régimes, pendant et après l'emploi. Toute augmentation de l'espérance de vie des participants aux régimes aura pour effet de faire augmenter l'obligation au titre des prestations définies.
Risque d'inflation	La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction du taux d'inflation. Ainsi, toute augmentation du taux d'inflation plus marquée que prévu aura pour effet de faire augmenter le passif des régimes à prestations définies.

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et le coût connexe des services rendus au cours de l'exercice et des services passés ont été évalués selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Ils sont fondés sur l'évaluation actuarielle et le calcul de la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies qui ont été effectués par LifeWorks, Fellows de l'Institut canadien des actuaires et de la Société des actuaires au 31 décembre 2019 et qui ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2021. Aux fins de capitalisation, une évaluation actuarielle du volet à prestations définies des régimes de retraite de Pages Jaunes a également été effectuée au 31 décembre 2019. L'évaluation actuarielle des autres avantages a été effectuée par HUB International au 1^{er} juillet 2021 et les résultats ont fait l'objet d'extrapolations au 31 décembre 2021.

La variation des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs ainsi que le rapprochement de la situation de capitalisation des régimes de retraite à prestations définies et du montant comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière aux 31 décembre 2021 et 2020 se présentent comme suit :

	Au 31 décembre 2021		Au 31 décembre 2020	
	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires	Prestations de retraite ¹	Avantages complémentaires
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	505 918 \$	– \$	484 029 \$	– \$
Cotisations de l'employeur	8 402	2 327	4 448	2 412
Cotisations des employés	347	–	430	–
Produits d'intérêts	12 647	–	14 450	–
Rendement des actifs des régimes, excluant les produits d'intérêts	7 262	–	47 368	–
Prestations versées	(35 043)	(2 327)	(44 153)	(2 412)
Frais d'administration	(485)	–	(654)	–
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	499 048 \$	– \$	505 918 \$	– \$
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	596 227 \$	34 700 \$	572 740 \$	33 856 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	2 704	9	2 905	8
Cotisations des employés	347	–	430	–
Prestations versées	(35 043)	(2 327)	(44 153)	(2 412)
Coût financier	15 016	879	17 231	1 023
(Gains actuariels) pertes actuarielles découlant de ce qui suit :				
Ajustements liés à l'expérience	(80)	796	4 564	–
Changements dans les hypothèses financières	(34 439)	(4 521)	42 510	2 225
Obligations au titre des prestations définies à la fin de l'exercice	544 732 \$	29 536 \$	596 227 \$	34 700 \$
Obligation nette au titre des prestations définies	(45 684) \$	(29 536) \$	(90 309) \$	(34 700) \$

¹ Comprend les régimes de retraite à prestations définies supplémentaires sans capitalisation.

Bien que l'ensemble des régimes de retraite ne soit pas considéré comme entièrement capitalisé à des fins de présentation de l'information financière, les régimes de retraite agréés sont capitalisés conformément aux règles et règlements prescrits applicables en matière de capitalisation régissant ces régimes.

Le tableau qui suit présente les principales hypothèses adoptées pour mesurer les obligations de Pages Jaunes Limitée en ce qui a trait aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires aux 31 décembre 2021 et 2020.

	Au 31 décembre 2021		Au 31 décembre 2020	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Obligation au titre des avantages postérieurs à l'emploi				
Taux d'actualisation à la fin de l'exercice	3,20 %	3,20 %	2,60 %	2,60 %
Taux d'augmentation de la rémunération ¹	2,15 %	s.o.	1,85 %	s.o.
Taux d'inflation	1,80 %	2,00 %	1,50 %	2,00 %
Coûts nets des régimes d'avantages				
Taux d'actualisation (coût des services rendus au cours de l'exercice) à la fin de l'exercice précédent	2,80 %	2,80 %	3,20 %	3,20 %
Taux d'actualisation (charges d'intérêts) à la fin de l'exercice précédent	2,60 %	2,60 %	3,10 %	3,10 %
Taux d'augmentation de la rémunération ¹	1,85 %	s.o.	1,90 %	s.o.
Taux d'inflation	1,50 %	2,00 %	1,40 %	2,00 %
Durée moyenne pondérée (en années)	13	13	14	14

¹ Au 31 décembre 2021 : taux de 1,80 % majoré d'une échelle liée à la productivité, au mérite et à l'avancement. Au 31 décembre 2020 : taux de 1,50 % majoré d'une échelle liée à la productivité, au mérite et à l'avancement.

Aux fins de l'évaluation, le coût réel par personne des soins médicaux couverts a été utilisé pour 2022, et le taux de croissance est présumé s'établir à 5,78 % pour les cinq prochaines années, puis diminuer de manière linéaire pour se situer à 3,57 % d'ici 2040 et demeurer à ce niveau par la suite. Pour les soins dentaires, le coût réel par personne a été utilisé pour 2022, et le taux de croissance est présumé s'établir à 4,00 % pour les cinq prochaines années, puis diminuer de manière linéaire pour se situer à 3,57 % d'ici 2040 et demeurer à ce niveau par la suite.

Le tableau suivant indique dans quelle mesure des changements raisonnablement susceptibles de se produire dans chacune des principales hypothèses actuarielles auraient eu une incidence sur l'obligation au titre des prestations définies au 31 décembre 2021 :

	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Baisse de 0,25 % du taux d'actualisation à la fin de l'exercice	18 584 \$	960 \$
Hausse de 0,25 % du taux d'inflation	8 910 \$	– \$
Hausse de 1 % des taux tendanciels du coût des soins de santé	s.o. \$	1 793 \$

Les coûts nets des régimes d'avantages présentés dans les états du résultat net et des autres éléments du résultat global incluent les composantes suivantes :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021		2020	
	Prestations de retraite	Avantages complémentaires	Prestations de retraite	Avantages complémentaires
Coût des services rendus au cours de l'exercice ¹	2 704 \$	9 \$	2 905 \$	8 \$
Frais d'administration ¹	485	–	654	–
Coût des services	3 189 \$	9 \$	3 559 \$	8 \$
Coût financier	15 016 \$	879 \$	17 231 \$	1 023 \$
Produits d'intérêts	(12 647)	–	(14 450)	–
Intérêts nets sur l'obligation nette au titre des prestations définies (note 18)	2 369 \$	879 \$	2 781 \$	1 023 \$
Coûts nets des régimes d'avantages comptabilisés dans l'état du résultat net	5 558 \$	888 \$	6 340 \$	1 031 \$
(Gains actuariels) pertes actuarielles comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	(41 781) \$	(3 725) \$	(294) \$	2 225 \$
Total des coûts (recouvrements) nets des régimes d'avantages pour les régimes à prestations définies de Pages Jaunes (« PJ »)	(36 223) \$	(2 837) \$	6 046 \$	3 256 \$
Coûts nets des régimes d'avantages pour les régimes à cotisations définies de PJ ¹	2 035	–	2 275	–
Total des (recouvrements) coûts nets des régimes d'avantages	(34 188) \$	(2 837) \$	8 321 \$	3 256 \$

¹ Compris dans les coûts d'exploitation.

Aucune réduction importante de la main-d'œuvre n'a eu lieu au cours des exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

Les actifs des régimes se composent principalement de titres canadiens et étrangers, d'obligations de gouvernements et de sociétés, de débetures et de prêts hypothécaires garantis. Les actifs des régimes sont détenus en fiducie et leur répartition se présentait comme suit aux 31 décembre 2021 et 2020 :

(en pourcentage – %)	31 décembre 2021	31 décembre 2020
Juste valeur des actifs des régimes :		
Parts de fonds de placement		
Fonds d'actions canadiennes	4.5	6.5
Fonds d'actions mondiales	25.0	28.0
Fonds d'actions de marchés émergents	10.0	12.0
Fonds à revenu fixe canadiens	44.0	42.5
Fonds immobiliers	10.5	9.0
Fonds de capital-investissement	4.0	1.0
Fonds liés aux infrastructures	2.0	0.5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0.0	0.5

Aux 31 décembre 2021 et 2020, les titres de participation cotés en bourse n'incluaient pas directement d'actions de Pages Jaunes Limitée.

Les paiements en trésorerie versés par Pages Jaunes Limitée au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires ont totalisé 12,8 M\$ en 2021 (2020 – 9,2 M\$). Les paiements en trésorerie au titre des régimes de retraite et des avantages complémentaires devraient s'élever à environ 12,1 M\$ en 2022.

La politique de capitalisation de Pages Jaunes Limitée consiste à verser des cotisations à ses régimes de retraite en se fondant sur diverses méthodes d'évaluation actuarielle, comme le permettent les organismes de réglementation en matière de régimes de retraite. Pages Jaunes Limitée a la responsabilité de capitaliser adéquatement ses régimes. Les cotisations reflètent les hypothèses actuarielles concernant le rendement futur des placements, les projections salariales et les avantages liés aux services futurs.

Pages Jaunes Limitée a également comptabilisé une charge au titre des régimes de retraite provinciaux et fédéral et des régimes d'États de 2,2 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (2020 – 2,3 M\$).

Au 31 décembre 2021, Pages Jaunes Limitée a comptabilisé un solde cumulé de 18,5 M\$, déduction faite de l'impôt sur le résultat de 4,7 M\$ au titre des pertes actuarielles dans les autres éléments du résultat global.

12. Débentures échangeables

Le tableau suivant présente l'évolution des débentures échangeables.

	2021	2020
Débentures échangeables, solde d'ouverture	101 115 \$	98 537 \$
Remboursement des débentures échangeables	(102 207)	–
Rachat de débentures échangeables	–	(52)
Capitalisation des intérêts pour l'exercice	1 092	2 630
Débentures échangeables, solde de clôture	– \$	101 115 \$

Les débentures échangeables comprennent les éléments suivants :

Aux 31 décembre	2021	2020
Montant en capital des débentures échangeables (à l'échéance, le 30 novembre 2022)	– \$	107 033 \$
Intérêts non capitalisés	–	(5 918)
Débentures échangeables	– \$	101 115 \$

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débentures échangeables subordonnées de premier rang (les « débentures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022.

Les débentures échangeables portaient intérêt au taux de 8 % par année.

Rachat optionnel

La Société avait l'option de racheter la totalité ou une partie des débentures échangeables à son gré, sur préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date;

Le 31 mai 2021, la Société a remboursé intégralement le montant en capital de 107,0 M\$ de ses débentures échangeables, à leur valeur nominale, en plus des intérêts courus et impayés.

L'option de rachat des débentures échangeables correspondait à la définition d'un dérivé incorporé et a été comptabilisée à la juste valeur dans les actifs financiers et autres actifs des états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur ont été comptabilisées dans les charges financières. Le 31 mai 2021, à la suite du remboursement anticipé de la dette, la Société a décomptabilisé le dérivé incorporé de 3,0 M\$, qui a été inclus dans la perte au remboursement anticipé de la dette. Au 31 décembre 2020, la juste valeur du dérivé incorporé était de 2,6 M\$.

La Société a comptabilisé une perte au remboursement anticipé de la dette de 7,8 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, qui comprend une perte de 4,8 M\$ liée au remboursement anticipé des débentures échangeables et une perte de 3,0 M\$ liée à la décomptabilisation de l'option de rachat des débentures échangeables comptabilisée précédemment dans les actifs financiers et autres actifs des états consolidés de la situation financière.

Le 20 avril 2020, la Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités visant le rachat de ses débetures échangeables d'un montant en capital maximal de 6,6 M\$ aux fins d'annulation au plus tard le 19 avril 2021. Avant le 19 avril 2021, PJ avait racheté des débetures échangeables en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités d'une valeur comptable de 52 000 \$ en trésorerie et d'une valeur nominale de 56 000 \$. Les rachats ont été effectués conformément à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités au cours en vigueur du marché au moment de l'acquisition.

13. Impôt sur le résultat

Le tableau qui suit présente un rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi au Canada et de l'impôt sur le résultat inscrit.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Bénéfice avant impôt sur le résultat	59 914 \$	78 712 \$
Taux d'imposition combinés fédéral-provincial au Canada ¹	26,40 %	26,50 %
Charge d'impôt sur le résultat aux taux prévus par la loi	15 816 \$	20 857 \$
Augmentation (diminution) résultant des éléments suivants :		
Comptabilisation d'attributs fiscaux et de différences temporaires non comptabilisés auparavant	(26 996)	(2 773)
Charges non déductibles aux fins de l'impôt	451	241
Autres	8	89
(Économie) charge d'impôt sur le résultat	(10 721) \$	18 414 \$

¹ Le taux d'imposition combiné applicable prévu par la loi a diminué, principalement en raison de la répartition provinciale des revenus gagnés et de la diminution des taux d'imposition prévus par la loi de l'Alberta et de la Nouvelle-Écosse.

La charge (l'économie) d'impôt sur le résultat se présente comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Exigible	7 318 \$	90 \$
Différé	(18 039)	18 324
Total	(10 721) \$	18 414 \$

Les (actifs) passifs d'impôt différé relatifs aux éléments suivants s'établissent comme suit :

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobilisations corporelles et avantages incitatifs relatifs à un bail	Débetures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
Solde au 31 décembre 2020	154 \$	(2 200) \$	(394) \$	(512) \$	(10 490) \$	– \$	1 684 \$	(10 157) \$	(21 915) \$
Charge (économie) inscrite dans l'état du résultat net	(264)	2 200	(34)	(17 183)	3 530	1 451	(355)	(7 384)	(18 039)
Charge (économie) inscrite aux capitaux propres	–	–	–	–	–	–	(1 329)	–	(1 329)
Charge (économie) incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	12 014	–	–	–	–	12 014
Solde au 31 décembre 2021	(110) \$	– \$	(428) \$	(5 681) \$	(6 960) \$	1 451 \$	– \$	(17 541) \$	(29 269) \$

	Coûts de financement différés	Report en avant de pertes autres qu'en capital	Produits différés	Avantages postérieurs à l'emploi	Charges à payer	Immobilisations corporelles et avantages relatifs à un bail	Débiteures échangeables	Immobilisations incorporelles	(Actifs) passifs d'impôt différé, montant net
Solde au 31 décembre 2019	(993) \$	(11 780) \$	(710) \$	– \$	(8 613) \$	– \$	2 373 \$	(20 004) \$	(39 727) \$
Charge (économie) inscrite dans l'état du résultat net	1 147	9 580	316	–	(1 877)	–	(689)	9 847	18 324
Charge (économie) incluse dans les autres éléments du résultat global	–	–	–	(512)	–	–	–	–	(512)
Solde au 31 décembre 2020	154 \$	(2 200) \$	(394) \$	(512) \$	(10 490) \$	– \$	1 684 \$	(10 157) \$	(21 915) \$

Au 31 décembre 2021, la Société et ses filiales n'avaient comptabilisé aucun actif d'impôt différé relativement à des pertes d'exploitation aux États-Unis de 272,7 M\$, venant à expiration progressivement entre 2028 et 2037, et pouvant être utilisées pour une durée indéfinie si elles ont été engagées après 2017. En outre, la Société et ses filiales n'avaient comptabilisé aucun actif d'impôt différé relativement à des pertes en capital au Canada de 10,1 M\$ pouvant être utilisées pour une durée indéfinie et à des pertes en capital aux États-Unis de 5,1 M\$ venant à expiration en 2024.

Au 31 décembre 2021, la Société et ses filiales n'avaient pas comptabilisé les différences temporaires déductibles de 483,3 M\$ (2020 – 596,3 M\$).

14. Capital social

Actions ordinaires – émises

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2020	27 828 906	3 992 754 \$
Actions ordinaires rachetées	(381 406)	(54 771)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	12 185	141
Échange de bons de souscription d'actions ordinaires	1	–
Solde au 31 décembre 2021	27 459 686	3 938 124 \$

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020	Nombre d'actions	Montant
Solde au 31 décembre 2019	28 075 308	4 031 685 \$
Actions ordinaires rachetées	(273 190)	(39 231)
Actions émises en vertu du régime d'options sur actions	26 788	300
Solde au 31 décembre 2020	27 828 906	3 992 754 \$

Pages Jaunes est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires.

Les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit d'exprimer une voix par action ordinaire à toutes les assemblées des actionnaires de la Société. Les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit de recevoir les dividendes déclarés par le conseil de la Société sur les actions ordinaires. En cas de liquidation ou de dissolution, volontaire ou involontaire, de Pages Jaunes, les détenteurs d'actions ordinaires de Pages Jaunes ont le droit de recevoir, après le paiement de tous les passifs de Pages Jaunes et sous réserve des droits privilégiés des catégories d'actions de Pages Jaunes prenant rang supérieur aux actions ordinaires de Pages Jaunes, les actifs et biens restants de Pages Jaunes.

Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire aux fins de la capitalisation du régime d'UAR était de 1 360 615 au 31 décembre 2021 (se reporter à la note 17).

En vertu du régime d'options sur actions, le nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options s'élève à 2 806 932 (se reporter à la note 17). Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, 12 185 actions ordinaires ont été émises à l'exercice des options.

Rachats d'actions

La Société a conclu une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, débutant le 10 août 2020, visant le rachat d'actions ordinaires d'un montant maximal de 5,0 M\$ sur le marché libre aux fins d'annulation au plus tard le 9 août 2021. Au terme de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, le 16 juillet 2021, la Société avait racheté 403 220 actions ordinaires pour un montant en trésorerie de 5,0 M\$. La valeur comptable historique de ces actions a été reclassée du capital social au déficit.

Le 5 août 2021, la Société a annoncé le lancement d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités débutant le 10 août 2021, afin de racheter aux fins d'annulation jusqu'à 5 % des actions en circulation de la Société au plus tard le 9 août 2022. Cependant, la Société a l'intention de limiter à 16,0 M\$ le montant total des rachats en vertu de la nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a racheté 251 376 actions ordinaires en vertu de cette offre publique de rachat dans le cours normal des activités, pour un montant en trésorerie de 3,6 M\$. La valeur comptable historique de ces actions a été reclassée du capital social au déficit.

Au 31 décembre 2021, un passif financier de 0,6 M\$ (2020 – 1,0 M\$) a été comptabilisé au poste Dettes fournisseurs et autres créditeurs des états consolidés de la situation financière relativement à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, et un montant correspondant a été comptabilisé dans les capitaux propres. Ce passif représente la valeur des actions ordinaires qui pourront être rachetées par un courtier désigné en vertu d'un plan de rachat d'actions automatique du 1^{er} janvier 2022 au 11 février 2022. Ce plan de rachat d'actions automatique vise à permettre le rachat d'actions ordinaires de la Société en vertu de modalités préétablies durant les périodes où la Société ne sera pas ordinairement autorisée à racheter des actions en raison de restrictions réglementaires ou de périodes d'interdiction d'opérations qu'elle s'est elle-même imposées. Ces actions ordinaires sont incluses dans les actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2021.

Dividendes

Le 12 mai 2021, le conseil d'administration de la Société (le « conseil ») a modifié sa politique en matière de dividendes visant à verser un dividende trimestriel en trésorerie à ses actionnaires ordinaires, en augmentant le dividende de 0,11 \$ par action à 0,15 \$ par action. La politique de distribution de dividendes de PJ et la déclaration de dividendes sur toute action ordinaire en circulation de la Société sont déterminées au gré du conseil d'administration et, par conséquent, rien ne garantit que la politique de distribution de dividendes sera maintenue ni que des dividendes seront déclarés.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, la Société a versé des dividendes trimestriels de 0,11 \$ par action ordinaire au premier trimestre et de 0,15 \$ par action ordinaire aux deuxième, troisième et quatrième trimestres. Les dividendes ont été versés le 15 mars, le 30 juin, le 15 septembre et le 15 décembre 2021, pour une contrepartie totale de 14,7 M\$ aux actionnaires ordinaires. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société a versé trois dividendes trimestriels de 0,11 \$ par action ordinaire. Les dividendes ont été versés le 15 juin, le 15 septembre et le 15 décembre 2020, pour une contrepartie totale de 8,8 M\$ aux actionnaires ordinaires.

Bons de souscription

Le 20 décembre 2012, la Société a émis 2 995 506 bons de souscription d'actions ordinaires (les « bons de souscription »).

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, un bon de souscription a été exercé contre une action ordinaire de Pages Jaunes Limitée. La Société avait un total de 2 995 483 bons de souscription en circulation au 31 décembre 2021, pour un montant de 1,5 M\$. La Société avait un total de 2 995 484 bons de souscription en circulation au 31 décembre 2020, pour un montant de 1,5 M\$.

Chaque bon de souscription est transférable et confère à son détenteur le droit d'acheter une action ordinaire de Pages Jaunes Limitée, à un prix d'exercice de 28,16 \$ par bon de souscription payable en trésorerie, en tout temps d'ici le 20 décembre 2022. La juste valeur des bons de souscription au 20 décembre 2012 s'établissait à 1,5 M\$.

La juste valeur des bons de souscription a été calculée au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options, en se fondant sur les hypothèses suivantes :

Taux d'intérêt sans risque	2,27 %
Durée de vie prévue	10 ans
Date d'expiration	20 décembre 2022
Volatilité attendue	33,5 %

Bénéfice par action

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice par action et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action de même que le bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action par rapport au bénéfice net ajusté au titre de l'effet dilutif.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action ¹	26 337 343	26 602 728
Effet dilutif des unités d'actions restreintes	116 208	121 348
Effet dilutif des options sur actions	268 694	212 544
Effet dilutif des débetures échangeables	–	5 621 481
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action¹	26 722 245	32 558 101

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice de base par action	70 635 \$	60 298 \$
Incidence de la conversion présumée des débetures échangeables, déduction faite de l'impôt applicable	–	8 229
Total du bénéfice net utilisé dans le calcul du bénéfice dilué par action	70 635 \$	68 527 \$

¹ Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour calculer le bénéfice par action est diminué du nombre d'actions détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation du régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP »).

Pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, le calcul du bénéfice dilué par action ne tient pas compte d'un effet potentiellement dilutif des bons de souscription, ainsi que des options sur actions qui ne sont pas dans le cours et ils n'ont par conséquent aucun effet dilutif.

15. Coûts d'exploitation

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Salaires, commissions et avantages	82 200 \$	91 241 \$
Chaîne d'approvisionnement et logistique ¹	64 479	67 702
Autres biens et services ²	11 912	14 326
Systèmes d'information	19 505	21 936
Réévaluation des pertes de crédit attendues, déduction faite du recouvrement (note 20)	7 550	8 891
	185 646 \$	204 096 \$

¹ Les coûts liés à la chaîne d'approvisionnement et logistique ont trait aux coûts liés aux fournisseurs externes pour la production et la distribution de nos produits imprimés et numériques.

² Le poste Autres biens et services comprend les coûts de promotion et de publicité, l'immobilier, les services de bureau, les services de consultation incluant les frais liés aux contractants et les honoraires.

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, la Société a présenté une demande pour la Subvention salariale d'urgence du Canada offerte par le gouvernement du Canada. La Société était admissible à la subvention puisqu'elle répondait aux critères pour certaines périodes. Pages Jaunes Limitée a reçu des contributions non remboursables de 4,2 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et de 7,3 M\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, respectivement, pour les salaires admissibles de sa main-d'œuvre. Les contributions ont été comptabilisées à titre de réduction des coûts d'exploitation dans les états consolidés du résultat net.

16. Produits

La Société examine les produits en fonction de produits et services comparables, comme les médias imprimés et les médias numériques.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, les produits tirés des médias imprimés sont comptabilisés à un moment précis, alors que dans le cas des produits tirés des médias et solutions numériques, une tranche de 99 % a été comptabilisée sur la durée du contrat, et une tranche de 1 %, à un moment précis. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2020, la totalité des produits tirés des médias et solutions numériques a été comptabilisée sur la durée du contrat.

Les tableaux qui suivent présentent l'information financière pour les exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020.

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Médias numériques	221 471 \$	252 252 \$
Médias imprimés	66 175	81 286
Total des produits	287 646 \$	333 538 \$

17. Régimes de rémunération fondée sur des actions

Les régimes de rémunération fondée sur des actions de Pages Jaunes Limitée se composent d'unités d'actions restreintes, d'unités d'actions liées à la performance, d'unités d'actions différées, d'options sur actions et de droits à l'appréciation d'actions.

Régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance

Le 6 mai 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP ») afin de récompenser des employés et cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants »). À la suite de la mise en œuvre du régime d'UAR et d'UAP, Pages Jaunes Limitée a attribué aux participants un certain nombre d'UAR et d'UAP, le cas échéant, en fonction du cours moyen pondéré en fonction du volume des actions ordinaires pour les cinq jours précédant immédiatement la date d'attribution. Les UAR sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps et leurs droits seront acquis lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil. Les UAP sont des attributions fondées sur la performance et leurs droits seront acquis lorsque le conseil confirmera que les cibles de performance précisées ont été atteintes, le cas échéant, et lorsque les participants auront été à l'emploi de la Société pour une période de 36 mois consécutifs à compter de la date d'attribution, ou pour une période de 36 mois ou moins déterminée par le conseil. Les UAP pour lesquelles les cibles de performance n'auront pas été atteintes seront frappées de déchéance et seront annulées automatiquement. Le nombre d'UAP dont les droits sont acquis pourrait atteindre jusqu'à une fois et demie le nombre réel d'UAP attribuées si la performance réelle atteint le niveau maximal des cibles de performance. Au 31 décembre 2021, il n'y avait aucune UAP en circulation.

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2021 et 2020, aucune action ordinaire de Pages Jaunes Limitée n'a été achetée sur le marché libre de la TSX par le fiduciaire nommé en vertu du régime d'UAR et d'UAP en vue de la capitalisation du régime d'UAR et d'UAP. Le nombre total d'actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée détenues par le fiduciaire en vue de la capitalisation des régimes d'unités d'actions restreintes et d'unités d'actions liées à la performance (le « régime d'UAR et d'UAP ») était de 1 360 615 au 31 décembre 2021.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des UAR comptabilisées en tant que passif au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2021		2020	
	Nombre d'UAR	Passif ¹	Nombre d'UAR	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	327 617	831 \$	156 839	972 \$
Attribuées	–	–	321 671	859
Dividendes crédités ²	12 204	86	9 244	42
Réglées	(62 504)	(891)	(160 137)	(1 850)
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur et de l'acquisition des droits	–	1 924	–	808
En circulation à la fin de l'exercice³	277 317	1 950 \$	327 617	831 \$

¹ Le passif relatif aux UAR est comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux UAR dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Des dividendes, sous la forme d'UAR additionnelles, sont crédités au compte des participants à chacune des dates de versement de dividendes pour une valeur égale aux dividendes versés sur les actions ordinaires.

³ Le nombre d'actions restreintes dont les droits sont acquis était de 142 735 au 31 décembre 2021 (2020 – 66 259).

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution de l'ensemble des UAR et des UAP, y compris celles présentées dans le tableau ci-dessus, au cours des exercices clos les 31 décembre.

Nombre d'	2021		2020	
	UAR ¹	UAP	UAR ¹	UAP
En circulation au début de l'exercice	448 965	–	318 536	60 406
Attribuées	26 512	–	359 395	–
Réduction liée à l'échec de l'atteinte de cibles ²	–	–	–	(15 105)
Réglées	(97 688)	–	(226 775)	(45 301)
Dividendes crédités ³	16 848	–	13 072	–
Frappées de déchéance	(1 112)	–	(15 263)	–
En circulation à la fin de l'exercice	393 525	–	448 965	–
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle (années)	1,16	–	1,66	–

¹ Le solde d'UAR en circulation au 31 décembre 2021 comprend 277 317 UAR attribuées en juillet 2020 et les dividendes crédités relativement à cette attribution, ce qui représente un passif de 2,0 M\$ (2020 – 327 617 UAR et 0,8 M\$, respectivement), qui a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation du cours de l'action sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² La réduction est liée à l'échec de l'atteinte de certaines cibles de performance, ce qui s'est traduit par une réduction de 25 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

³ Des dividendes, sous la forme d'UAR additionnelles, sont crédités au compte des participants à chacune des dates de versement de dividendes pour une valeur égale aux dividendes versés sur les actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, une charge de 2,3 M\$ (2020 – une charge de 2,0 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'UAR et d'UAP.

Régime d'unités d'actions différées

Le 12 juin 2013, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime d'unités d'actions différées (le « régime d'UAD »). Le régime d'UAD a été modifié en octobre 2013 afin d'inclure la participation des employés admissibles désignés par le conseil. La Société doit, à sa discrétion, régler les unités d'actions différées (« UAD ») dont les droits sont acquis en trésorerie ou en actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée acquises sur le marché libre lorsqu'un administrateur quitte le conseil ou qu'un employé admissible cesse d'occuper un emploi auprès de la Société.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des unités d'actions différées (UAD) au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2021		2020	
	Nombre d'UAD	Passif ¹	Nombre d'UAD	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	339 808	4 257 \$	325 435	2 948 \$
Attribuées ²	30 704	347	53 719	447
Frappées de déchéance	(3 292)	–	(4 196)	–
Réglées	(80 929)	(1 162)	(45 556)	(416)
Dividendes crédités ³	14 628	202	10 406	115
Variation en raison de la fluctuation du cours de l'action	–	467	–	1 163
En circulation et avec droits acquis à la fin de l'exercice	300 919	4 111 \$	339 808	4 257 \$

¹ Le passif lié au régime d'UAD a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation du cours de l'action sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le passif lié aux UAD attribuées représente la tranche dont les droits étaient acquis aux 31 décembre.

³ Des dividendes, sous la forme d'UAD additionnelles, sont crédités au compte des participants à chacune des dates de versement de dividendes pour une valeur égale aux dividendes versés sur les actions ordinaires.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, une charge de 0,5 M\$ (2020 – une charge de 1,7 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'unités d'actions différées.

Options sur actions

Le 23 mars 2021, le conseil d'administration a approuvé une modification apportée au régime d'options sur actions de 2012 visant à rehausser la limite de la participation des initiés et le nombre maximal d'actions pouvant être émises à une personne, passant de 5 % des actions émises et en circulation à 10 % des actions émises et en circulation. De plus, le régime d'options sur actions de 2012 a été modifié afin de prévoir que le fait pour la Société de racheter des actions aux fins d'annulation en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités ne contreviendra pas à ces limites à l'égard de toute option en circulation avant un tel rachat d'actions aux fins d'annulation. Un nombre maximal de 1 290 612 options sur actions peut être attribué en vertu du régime d'options sur actions. Le 11 mai 2018, une modification au régime d'options sur actions a été approuvée, ce qui s'est traduit par l'augmentation du nombre maximal d'actions ordinaires pouvant être émises à l'exercice des options, qui est passé de 1 290 612 à 2 806 932. Les participants doivent détenir 25 % des actions ordinaires reçues dans le cadre de l'exercice des options sur actions jusqu'à ce qu'ils respectent les lignes directrices relatives à la propriété qui s'appliquent à leurs postes respectifs.

À l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires tenue le 13 mai 2020, une modification apportée au régime d'options sur actions de 2012 a été approuvée, laquelle vise à introduire une modalité d'exercice sans décaissement, donnant droit à une somme en trésorerie, sans déduction complète des actions sous-jacentes de la réserve du régime. Sous réserve de l'approbation du conseil ou du comité des ressources humaines et de rémunération au moment de l'exercice, les titulaires d'options pourront choisir de remettre une option pouvant être exercée aux fins d'annulation en échange d'un paiement en trésorerie correspondant à l'excédent de la juste valeur de marché de l'action à la date de remise par rapport au prix d'exercice. Les actions sous-jacentes à l'option remise seront rajoutées à la réserve du régime.

Les options sur actions attribuées payables en trésorerie si certaines conditions sont remplies sont présentées à titre de passif.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des options sur actions présentées à titre de passif au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2021		2020	
	Nombre d'options	Passif ¹	Nombre d'options	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	1 567 487	1 703 \$	701 875	1 078 \$
Attribuées	–	–	1 567 487	1 488
Options sur actions reclassées des options réglées en instruments de capitaux propres aux options réglées en trésorerie ²	363 948	1 129	–	–
Réglées	(886 443)	(4 392)	(701 875)	(2 434)
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur et de l'acquisition des droits	–	4 875	–	1 571
En circulation à la fin de l'exercice³	1 044 992	3 315 \$	1 567 487	1 703 \$

¹ Le passif lié aux options sur actions a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux options dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le 10 février 2021, une modification ajoutant une option pour recevoir l'équivalent du règlement de certaines options sur actions en trésorerie a donné lieu à une obligation de régler en trésorerie. Un reclassement des capitaux propres au passif a été comptabilisé à la date de la modification, selon l'écart entre la juste valeur des actions à la date de la modification et le prix d'exercice de l'option. La variation découlant de la fluctuation de la juste valeur après la date de la modification est incluse dans les coûts d'exploitation.

³ Le nombre d'options sur actions dont les droits sont acquis était de 616 836 au 31 décembre 2021 (2020 – 399 129).

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution de l'ensemble des options sur actions dans le cadre du régime d'options sur actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2021		2020	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré par option
En circulation au début de l'exercice	2 717 779	8,71 \$	1 983 102	7,11 \$
Attribuées	519 276	11,86 \$	2 004 069	9,51 \$
Frappées de déchéance	(5 533)	11,98 \$	(540 729)	6,79 \$
Exercées	(12 185)	9,15 \$	(26 788)	8,33 \$
Réglées	(886 444)	8,88 \$	(701 875)	7,97 \$
En circulation à la fin de l'exercice	2 332 893	9,34 \$	2 717 779	8,71 \$
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	–	– \$	–	– \$

Le tableau qui suit présente des renseignements supplémentaires à l'égard du régime d'options sur actions de Pages Jaunes Limitée aux 31 décembre.

	2021		2020	
Prix d'exercice	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	Nombre d'options en circulation	Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle
5,86 \$	458 536	1,2	458 536	2,2
7,61 \$	–	–	251 979	1,1
8,79 \$	1 044 991	1,0	1 567 487	2,0
10,47 \$	–	–	19 869	1,6
11,86 \$	516 522	1,9	–	–
12,10 \$	312 844	1,3	419 908	1,9
En circulation à la fin de l'exercice	2 332 893	1,3	2 717 779	1,9
Pouvant être exercées à la fin de l'exercice	–	–	–	–

La valeur des options sur actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité attendue est déterminée en fonction de la volatilité implicite du cours actuel du marché des bons de souscription en circulation de la Société. Le tableau qui suit présente les principales données d'entrée dont le modèle tient compte pour les exercices clos les 31 décembre.

	2021	2020
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	11,86 \$	9,51 \$
Prix d'exercice	11,86 \$	9,51 \$
Volatilité attendue	54,2 %	60,3 %
Durée de vie de l'option	2,7 ans	2,5 ans
Taux d'intérêt sans risque	0,66 %	0,80 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	1,9 an	2,0 ans

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, une charge de 6,6 M\$ (2020 – une charge de 3,6 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime d'options sur actions.

Régime de droits à l'appréciation d'actions

Le 15 septembre 2017, Pages Jaunes Limitée a adopté un régime de droits à l'appréciation d'actions dans le but d'offrir une rémunération incitative aux employés et aux cadres supérieurs clés de Pages Jaunes Limitée (les « participants ») qui ont la capacité de contribuer de façon importante au succès de l'exploitation de l'entreprise et de mieux harmoniser les intérêts de la direction avec ceux des actionnaires de Pages Jaunes Limitée. Les droits à l'appréciation d'actions sont des attributions fondées sur l'écoulement du temps, et leurs droits seront acquis à une date déterminée par le conseil d'administration si les participants sont toujours à l'emploi de la Société. En vertu des modalités du régime de droits à l'appréciation d'actions, les participants recevront, au moment de l'acquisition des droits à l'appréciation d'actions, un paiement en trésorerie correspondant à l'excédent de la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'acquisition des droits sur la juste valeur des actions de Pages Jaunes Limitée à la date d'attribution.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'évolution des droits à l'appréciation d'actions au cours des exercices clos les 31 décembre.

	2021		2020	
	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif ¹	Nombre de droits à l'appréciation d'actions	Passif ¹
En circulation au début de l'exercice	174 165	190 \$	701 875	1 078 \$
Attribués	–	–	174 165	594
Réglés	(58 055)	(322)	(701 875)	(2 434)
Variation en raison de la fluctuation de la juste valeur et de l'acquisition des droits	–	500	–	952
En circulation à la fin de l'exercice²	116 110	368 \$	174 165	190 \$

¹ Le passif lié au régime de droits à l'appréciation d'actions a été comptabilisé dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs, et les charges liées aux unités dont les droits sont acquis ainsi que la variation en raison de la fluctuation de la juste valeur sont incluses dans les coûts d'exploitation.

² Le nombre de droits à l'appréciation d'actions dont les droits sont acquis était de 68 537 au 31 décembre 2021 (2020 – 44 348).

La valeur des droits à l'appréciation d'actions a été établie au moyen d'un modèle binomial d'évaluation des options. La volatilité attendue est déterminée en fonction de la volatilité implicite du cours actuel du marché des bons de souscription en circulation de la Société. Le tableau qui suit présente les principales données d'entrée dont le modèle tient compte aux 31 décembre :

	2021	2020
Moyenne pondérée du cours de l'action à la date d'attribution	8,79 \$	8,79 \$
Prix d'exercice	8,79 \$	8,79 \$
Volatilité attendue	63,9 %	63,9 %
Moyenne pondérée de la durée de vie des droits à l'appréciation d'actions	2,5 ans	2,5 ans
Taux d'intérêt sans risque	0,60 %	0,60 %
Moyenne pondérée de la durée de vie résiduelle	1,0 an	2,0 ans

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2021, une charge de 0,5 M\$ (2020 – une charge de 1,5 M\$) a été comptabilisée dans l'état consolidé du résultat net au poste Coûts d'exploitation relativement au régime de droits à l'appréciation d'actions.

18. Charges financières, montant net

Les principales composantes des charges financières, montant net, s'établissent comme suit :

Pour les exercices clos les 31 décembre	2021	2020
Intérêts sur les débetures échangeables ¹	4 692 \$	11 261 \$
Intérêts sur les obligations liées à des contrats de location, déduction faite des produits d'intérêts sur investissement dans des contrats de sous-location	2 132	2 225
Intérêts nets sur les obligations au titre des prestations définies	3 248	3 804
Option de rachat	(311)	(2 627)
Autres, montant net	(418)	(151)
Charges financières, montant net	9 343 \$	14 512 \$

¹ Le 31 mai 2021, la Société a remboursé intégralement le montant en capital de 107,0 M\$ des débetures échangeables, à leur valeur nominale, en plus des intérêts courus et impayés.

19. Engagements et éventualités

a) Au 31 décembre 2021, Pages Jaunes Limitée avait des engagements en vertu d'obligations contractuelles visant des achats et services pour des dépenses d'exploitation et d'investissement aux termes desquels le total des paiements ainsi que ceux à verser au cours des cinq prochaines années et par la suite s'établissent comme suit :

	Total des engagements
2022	21 340 \$
2023	14 551
2024	10 861
2025	7 982
2026	6 283
Par la suite	37 537
	98 554 \$

b) Pages Jaunes Limitée a conclu trois contrats de services de facturation et de recouvrement. Le contrat avec Bell Canada (« Bell ») vient à expiration le 31 décembre 2023 et le contrat avec Norouestel Inc., une société liée de Bell, vient à expiration le 29 novembre 2032. La convention avec TELUS Communications Inc. (« TELUS ») vient à expiration en 2031.

En vertu de conventions de publication conclues avec Bell et TELUS, Pages Jaunes Limitée produit des annuaires téléphoniques d'inscriptions alphabétiques pour chacune de ces sociétés afin de leur permettre de respecter leurs obligations en matière de réglementation.

La Société a également conclu d'autres conventions avec Bell et TELUS concernant l'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et l'utilisation de marques de commerce pour la publication d'annuaires. Si la Société manque de façon importante à ses obligations en vertu des conventions de publication susmentionnées et que, par conséquent, ces conventions de publication sont résiliées conformément à leurs modalités, ces autres licences d'utilisation de renseignements tirés des inscriptions et d'utilisation de marques de commerce de Bell et de TELUS, selon le cas, pourront également être résiliées. Ces autres conventions conclues avec Bell et TELUS prendront fin entre 2031 et 2037.

c) Pages Jaunes Limitée a conclu des ententes d'impression d'annuaires avec ses imprimeurs visant l'impression, la reliure et la livraison d'annuaires alphabétiques, classés et combinés ainsi que d'autres publications. Elle a aussi conclu des ententes de distribution.

d) Pages Jaunes Limitée fait l'objet de diverses réclamations et poursuites qui ont été engagées contre elle dans le cours normal des activités. Des provisions au titre de certaines de ces réclamations sont comptabilisées et incluses dans les dettes fournisseurs et autres créditeurs et dans les provisions selon la meilleure estimation de la direction quant à leur issue éventuelle. La direction ne s'attend pas à ce que le règlement de ces questions en attente ou en cours ait une incidence négative importante sur la situation financière, sur la performance financière ni sur les flux de trésorerie de Pages Jaunes Limitée.

20. Gestion des risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit découle principalement de l'incapacité éventuelle d'un client ou d'une contrepartie à un instrument financier de satisfaire à ses obligations contractuelles. Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de crédit relativement à la trésorerie, aux créances clients et à l'investissement dans des contrats de sous-location. La valeur comptable des actifs financiers constitue l'exposition maximale de Pages Jaunes Limitée. Le risque de crédit associé à la trésorerie est réduit de façon importante en confiant ces actifs financiers à des contreparties solvables. La situation des contreparties est examinée de façon continue pour évaluer tout changement.

L'octroi de crédit à des clients par Pages Jaunes Limitée nécessite du jugement. Pages Jaunes Limitée a mis en place des contrôles internes visant à atténuer le risque de crédit, y compris une politique de crédit officielle gérée par son service du crédit. Les nouveaux clients, les clients qui augmentent leurs dépenses liées à la publicité selon un certain niveau et les clients qui ne respectent pas les conditions de paiement sont soumis à un processus particulier d'examen et d'approbation. Pages Jaunes Limitée est d'avis que son exposition à une concentration du crédit relatif aux créances clients est limitée en raison de sa clientèle diversifiée et nombreuse, dont les activités sont réparties dans plusieurs secteurs et régions. Aucun client ne représente à lui seul 10 % ou plus des produits, et aucune créance client associée à un client donné n'excède 10 % du solde total des créances clients à aucun moment au cours de l'exercice.

Bell et TELUS fournissent à Pages Jaunes Limitée des services de recouvrement auprès des clients relativement aux annonceurs qui sont aussi leurs clients. Ainsi, ils reçoivent des sommes de clients pour le compte de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée assume le risque lié au recouvrement final de ces créances.

Les composantes des créances clients et autres débiteurs s'établissent comme suit :

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Courant	33 800 \$	44 686 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	3 639	7 138
En souffrance depuis plus de 180 jours	1 259	5 980
Créances clients¹	38 698 \$	57 804 \$
Autres débiteurs²	3 569 \$	5 092 \$
Créances clients et autres débiteurs	42 267 \$	62 896 \$

¹ Les créances clients et autres débiteurs sont présentés déduction faite de la correction de valeur pour ajustements des produits et pertes de crédit attendues de 27,7 M\$ au 31 décembre 2021 (34,3 M\$ au 31 décembre 2020).

² Les autres débiteurs au 31 décembre 2021 comprennent un prêt lié à un contrat à terme de gré à gré, d'un montant net de 3,1 M\$ (2,9 M\$ au 31 décembre 2020).

Le tableau suivant présente de l'information sur l'exposition au risque de crédit et à la correction de valeur pour pertes de crédit attendues pour les créances clients (y compris les actifs sur contrat).

	2021			2020		
	Taux de pertes de crédit attendues	Valeur comptable brute ¹	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	Taux de pertes de crédit attendues	Valeur comptable brute ¹	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues
Courant	2,0 %	34 491 \$	691 \$	2,8 %	45 952 \$	1 266 \$
En souffrance depuis moins de 180 jours	35,6 %	5 648	2 009	29,2 %	10 076	2 938
En souffrance depuis plus de 180 jours	89,9 %	12 450	11 191	70,2 %	20 062	14 082
Total		52 589 \$	13 891 \$		76 090 \$	18 286 \$

¹ La valeur comptable brute est présentée déduction faite de la correction de valeur pour ajustements des produits de 13,8 M\$ au 31 décembre 2021 (16,0 M\$ au 31 décembre 2020).

Le tableau suivant présente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues qui a été comptabilisée à l'égard des créances clients (y compris les actifs sur contrat).

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Solde au début de l'exercice	18 286 \$	17 580 \$
Réévaluation de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, déduction faite du recouvrement	7 550	8 891
Montants radiés	(11 945)	(8 185)
Solde à la fin de l'exercice	13 891 \$	18 286 \$

Pages Jaunes Limitée estime la correction de valeur pour pertes sur les créances liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location à la fin de la période de présentation de l'information financière à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Aucune des créances liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location n'était en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et, compte tenu de l'historique des taux de défaillance et des perspectives d'avenir des secteurs dans lesquels les preneurs exercent leurs activités ainsi que de la valeur des garanties détenues à l'égard des créances liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location, les pertes de crédit attendues liées à l'investissement net dans des contrats de sous-location sont négligeables.

i) Risque de taux d'intérêt

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de taux d'intérêt découlant des fluctuations des taux sur son emprunt garanti par des actifs, dont les taux se fondent généralement sur le taux préférentiel ou le taux des acceptations bancaires canadiennes. Pages Jaunes Limitée n'a pas recours à des instruments dérivés pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt. La Société gère son risque de taux d'intérêt en maximisant les produits d'intérêts gagnés sur les flux de trésorerie excédentaires tout en maintenant le niveau de liquidités nécessaire pour exercer ses activités quotidiennes.

ii) Risque de change

Pages Jaunes Limitée est exposée au risque de change lié à diverses transactions libellées en diverses devises, et ce risque financier n'est pas significatif. Le risque de change sur les opérations découle principalement de transactions commerciales libellées dans une monnaie qui n'est pas la monnaie fonctionnelle de l'unité opérationnelle de Pages Jaunes Limitée prenant part à la transaction. Pages Jaunes Limitée est exposée aux fluctuations du dollar américain. L'incidence d'une augmentation ou d'une diminution de un point du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur le résultat net exposé aux fluctuations du dollar américain est négligeable. Les dépenses de la Société, déduction faite des produits, libellées en dollars américains ont été d'approximativement 12,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (2020 – 16,0 M\$). Au 31 décembre 2021, il n'y avait aucun contrat de change en cours.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que Pages Jaunes Limitée ne soit pas en mesure de respecter ses obligations financières lorsqu'elles arrivent à échéance.

Pages Jaunes Limitée gère ce risque en maintenant des projections de trésorerie détaillées et des plans stratégiques et opérationnels à long terme. La gestion des liquidités exige un suivi constant des entrées et sorties de fonds prévues, et la Société assure ce suivi en établissant des projections détaillées de sa situation de trésorerie afin de s'assurer que sa trésorerie est utilisée de façon adéquate et efficiente.

La Société prévoit respecter ses obligations financières grâce à la trésorerie générée à l'interne et aux fonds en caisse.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers.

Paiements exigibles pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2021					
	Total	1 an	De 2 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Par la suite
Passifs financiers non dérivés					
Dettes fournisseurs et autres créditeurs (note 9)	34 931 \$	34 931 \$	– \$	– \$	– \$
Provisions (note 10)	22 141	21 090	847	111	93
Obligations liées à des contrats de location (note 6)	49 879	2 940	7 275	7 587	32 077
Total	106 951 \$	58 961 \$	8 122 \$	7 698 \$	32 170 \$

Hiérarchie des justes valeurs

Les trois niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 – données d'entrée correspondant à des prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques.
- Niveau 2 – données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 – données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas basées sur des données observables de marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables de marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée d'entrée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur représente le montant qui aurait été reçu pour la vente d'un actif ou versé pour le transfert d'un passif dans une transaction ordonnée entre des intervenants du marché.

L'option de rachat des débiteures échangeables correspondait à la définition d'un dérivé incorporé et a été comptabilisée à la juste valeur dans les actifs financiers et autres actifs des états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur ont été comptabilisées dans les charges financières. À la suite du remboursement des débiteures échangeables le 31 mai 2021, l'option de rachat des débiteures échangeables a été décomptabilisée et incluse dans la perte au remboursement anticipé de la dette. Au 31 décembre 2020, la juste valeur était de 2,6 M\$.

La trésorerie, les créances clients et autres débiteurs et les dettes fournisseurs et autres créditeurs ne sont pas évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, puisque leur valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

Emprunt garanti par des actifs

La Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, détient un emprunt garanti par des actifs dont l'échéance est en août 2022 et le total des engagements, de 25,0 M\$. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 31 décembre 2021, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 0,7 fois. La Société avait des lettres de crédit de 2,8 M\$ émises et en circulation en vertu de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 3,3 M\$ au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une tranche de 13,9 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 31 décembre 2021. Au 31 décembre 2021, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

21. Gestion du capital

L'objectif de Pages Jaunes Limitée en matière de gestion du capital est de garantir des liquidités suffisantes pour s'acquitter des obligations financières, de satisfaire aux exigences en matière d'investissements et de fournir des rendements adéquats à ses actionnaires. Pages Jaunes Limitée assure un suivi de sa structure du capital et y apporte des ajustements en fonction des objectifs susmentionnés par suite de changements qui touchent la conjoncture économique et en fonction des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents et des besoins en fonds de roulement de la Société. Cela inclut des modifications à la politique actuelle de la Société en matière de dividendes. Pages Jaunes Limitée a aussi recours à diverses mesures financières pour surveiller sa structure du capital, notamment le ratio de la trésorerie déduction faite de la dette sur le total du capital investi.

Le capital de Pages Jaunes Limitée comprend les débetures échangeables, les obligations liées à des contrats de location ainsi que les capitaux propres attribuables aux actionnaires de Pages Jaunes Limitée, répartis de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2021	Au 31 décembre 2020
Trésorerie	123 559 \$	153 492 \$
Débetures échangeables ¹ (note 12)	–	101 115
Obligations liées à des contrats de location (note 6)	49 879	52 874
Total de la dette	49 879 \$	153 989 \$
Capitaux propres	116 131	29 301
Total du capital investi	166 010 \$	183 290 \$
Total de la trésorerie déduction faite de la dette ²	73 680 \$	(497) \$
Ratio du total de la trésorerie déduction faite de la dette sur le total du capital investi	44,4 %	0,0 %

¹ Représente le montant en capital moins les intérêts non capitalisés sur les débetures échangeables.

² Le terme « trésorerie déduction faite de la dette » n'a pas de signification normalisée en vertu des normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres émetteurs. Nous définissons la trésorerie déduction faite de la dette comme la trésorerie moins les obligations liées à des contrats de location, y compris la tranche courante et les débetures échangeables, telles qu'elles sont présentées dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

22. Garanties

Dans le cours normal de ses activités, Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui sont monnaie courante dans l'industrie et qui prévoient une indemnisation et des garanties à des contreparties dans le cadre de transactions liées à l'acquisition d'entreprises, à la cession d'entreprises et à la vente d'actifs. Pages Jaunes Limitée a conclu des conventions qui comprennent des engagements d'indemnisation à l'intention de certains de ses administrateurs et cadres supérieurs qui visent à les indemniser des frais (y compris des frais juridiques), des jugements, des amendes et de tout montant réellement et raisonnablement engagé par eux relativement à toute poursuite en justice, à tout procès ou à toute instance judiciaire dont les administrateurs et/ou cadres supérieurs pourraient faire l'objet en raison de l'exécution de leur mandat, s'ils ont agi de façon honnête, de bonne foi et dans l'intérêt de Pages Jaunes Limitée. Pages Jaunes Limitée a souscrit une assurance responsabilité, dont elle est le bénéficiaire, à l'intention des administrateurs et des cadres supérieurs. Aux 31 décembre 2021 et 2020, aucun montant n'a été comptabilisé dans les états consolidés de la situation financière relativement à ces engagements d'indemnisation.

La nature de ces garanties empêche Pages Jaunes Limitée d'effectuer une estimation raisonnable du montant maximal éventuel qu'elle pourrait devoir verser aux contreparties.

23. Liste des filiales

	Activité principale	Pourcentage de participation	
		Aux 31 décembre	
		2021	2020
Canada			
Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée	Fournisseur de solutions de marketing et de médias numériques et imprimés	100 %	100 %
États-Unis			
YPG (USA) Holdings, Inc.	Société de portefeuille	100 %	100 %
Yellow Pages Digital & Media Solutions, LLC	Fournisseur de services de soutien opérationnel	100 %	100 %

24. Informations à fournir concernant les parties liées

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de Pages Jaunes Limitée sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité liées à la planification, à la direction et au contrôle des activités de la Société. Les personnes considérées comme les principaux dirigeants sont les membres de l'équipe de la haute direction et les membres du conseil de Pages Jaunes Limitée.

La charge de la rémunération totale pour les principaux dirigeants et la composition de celle-ci s'établissent comme suit :

	2021	2020
Pour les exercices clos les 31 décembre		
Salaires, honoraires du conseil d'administration et régimes incitatifs à court terme	5 466 \$	5 375 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	298	397
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions, y compris la réévaluation du cours de l'action	8 901	7 178
Toute autre forme de rémunération	946	2 082
	15 611 \$	15 032 \$